

Art. 24.

A partir de l'année budgétaire 1987, les articles 42.01 et 01.01 inscrits à la section 31 du projet de budget du Ministère de l'Emploi et du Travail sont scindés, d'une part, et respectivement en articles 42.01 et 42.05 et, d'autre part, en articles 01.01 et 43.01.

Art. 25.

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 31 décembre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

F. 87 — 4

**Arrêté royal instaurant un régime d'épargne
du troisième âge ou d'épargne-pension**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 52 de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales, est libellé comme suit :

« Le Roi prend, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, toutes les mesures utiles pour compléter ou modifier le Code des impôts sur les revenus ainsi que la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre, en vue de l'instauration, au plus tôt à partir de l'exercice d'imposition 1987, aux conditions, dans les limites et suivant les modalités qu'il détermine, d'un régime d'épargne-pension tendant à la constitution de pensions complémentaires et à la promotion du capital à risque.

A cette même fin, il peut également, au plus tôt à partir de l'exercice d'imposition 1988, abroger ou modifier les articles 67, 9^e, et 71, § 1er, 8^e, § 2, dernier alinéa, et § 3bis, du Code des impôts sur les revenus.

Le pouvoir conféré au Roi par le présent article expire le 31 mars 1987.

Les arrêtés pris en vertu du pouvoir conféré par le présent article sont abrogés au 31 décembre 1987, s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date ».

Le présent projet d'arrêté, que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, tend à réaliser cet objectif en encourageant, par la voie fiscale, un régime permanent d'épargne à long terme dénommé « l'épargne du troisième âge ou épargne-pension ».

Art. 24.

Vanaf het begrotingsjaar 1987, worden de artikelen 42.01 en 01.01 ingeschreven op de sectie 31 van het ontwerp van begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid opgesplitst in respectievelijk artikel 42.01 en 42.05 en in artikel 01.01 en 43.01 anderzijds.

Art. 25.

Deze wet treedt in werking op 1 januari 1987.

Kondigen deze wét af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 31 decembre 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
J. GOL

N. 87 — 4

**Koninklijk besluit tot invoering van een stelsel
van derdeleeftijds- of pensioensparen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen luidt als volgt :

« De Koning treft bij in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen ten einde het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen aan te vullen of te wijzigen, met het oog op het invoeren, ten vroegste met ingang van het aanslagjaar 1987, onder de voorwaarden, binnen de grenzen en volgens de regels die Hij bepaalt, van een stelsel van pensioensparen, dat strekt tot het vormen van aanvullende pensioenen en het bevorderen van het risicodragend kapitaal.

Te dien einde kan Hij, eveneens, ten vroegste met ingang van het aanslagjaar 1988, de artikelen 67, 9^e, en 71, § 1, 8^e, § 2, laatste lid, en par. 3bis, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen opheffen of wijzigen.

De bij dit artikel aan de Koning verleende macht verstrijkt op 31 maart 1987.

De besluiten genomen krachtens de door dit artikel verleende macht zijn opgeheven op 31 december 1987, indien ze voor die datum niet door de wet zijn bekrachtigd ».

Dit ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majestet voor te leggen, beoogt die doelstelling te verwezenlijken door een permanent stelsel van sparen op lange termijn, « het derdeleeftijds- of pensioensparen », in te voeren dat langs fiscale weg wordt aange moedigd.

Le présent projet ne modifie en rien le régime de la pension légale, ni celui des assurances-groupe.

La recherche d'un régime permanent d'encouragement de l'épargne à long terme répond également à une nécessité économique fondamentale, en ce sens que la formation d'une rente ou d'un capital se fera en grande partie au moyen de capital à risque.

Le régime proposé constitue en quelque sorte une prolongation des arrêtés royaux nos 15 et 150, venus à expiration le 31 décembre 1985, et qui accordaient des avantages fiscaux en vue de l'acquisition d'actions ou parts de sociétés belges. La stimulation de l'épargne privée doit être poursuivie de manière à dégager les fonds nécessaires pour permettre aux entreprises existantes de se développer, à de nouvelles entreprises de se créer et, de cette manière, de préserver et de développer l'emploi.

Ce régime peut être schématisé de la façon suivante :

1^e Possibilités de se constituer une épargne, une pension, une rente ou un capital en cas de vie ou de décès

Dans la première possibilité, le contribuable pourra se faire ouvrir un compte-épargne collectif auprès d'une banque, d'un établissement public de crédit, d'une caisse d'épargne privée, d'une entreprise de capitalisation, d'une association de crédit agréée par la Caisse nationale de crédit professionnel ou d'une caisse de crédit agréée par l'Institut national de crédit agricole.

Ces institutions ou entreprises devront affecter les versements opérés sur les comptes-épargne à la souscription de parts de fonds communs de placement qui auront été agréés à cette fin par le Ministre des Finances. Un arrêté royal déterminera les conditions de cet agrément et de son maintien. Ces parts de fonds communs de placement devront faire l'objet d'inscriptions nominatives auprès de l'institution ou entreprise où le compte-épargne a été ouvert.

Les fonds communs de placement dont il s'agit seront d'un type particulier, dans lesquels les masses indivises des valeurs mobilières, gérées ou administrées pour le compte des titulaires d'un compte-épargne ne seront pas représentées par des titres à ordre ou au porteur (certificats) mais bien par une inscription en compte dans le chef de l'institution ou de l'entreprise à l'intermédiaire de laquelle les parts ont été souscrites.

Ce régime particulier nécessite une modification des articles 1er et 3, § 2, de la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre. Ces modifications font l'objet de l'article 8 du présent projet.

Il s'agit donc en l'occurrence d'une épargne à gestion collective, d'où le nom de « compte-épargne collectif ».

La seconde possibilité est le compte-épargne individuel que le contribuable pourra ouvrir auprès des mêmes institutions ou entreprises que celles autorisées à ouvrir un compte-épargne collectif. Dans ce cas, l'intéressé pourra gérer personnellement son compte-épargne ou pourra en confier la gestion à l'institution ou entreprise auprès de laquelle ce compte est ouvert.

Un arrêt royal, délibéré en Conseil des Ministres, pourra autoriser les agents de change à ouvrir également des comptes-épargne, collectifs ou individuels.

La troisième possibilité est l'assurance-épargne qui peut être contractée auprès d'une entreprise d'assurances établie en Belgique.

Toute personne assujettie à l'impôt des personnes physiques peut, par période imposable, ouvrir un seul compte-épargne collectif, ou un seul compte-épargne individuel, ou souscrire une seule assurance-épargne, à la condition d'avoir atteint l'âge de 18 ans et de ne pas avoir l'atteint l'âge de 65 ans. Cette condition d'âge est déterminée au 31 décembre de la période imposable. Dans un ménage, chacun des conjoints peut ouvrir un seul compte-épargne, collectif ou individuel, ou souscrire une seule assurance-épargne.

Le compte-épargne doit être ouvert, ou l'assurance-épargne doit être souscrite, pour une durée minimum de dix ans; toutefois, cette durée minimum de dix ans est réduite à cinq ans pour les personnes nées avant le 1er janvier 1932 (article 9, § 4 du présent projet).

En outre, les avantages résultant du compte-épargne ou de l'assurance-épargne doivent être stipulés au profit du titulaire lui-même en cas de vie ou, en cas de décès, au profit du conjoint ou des parents jusqu'au deuxième degré. Cette dernière condition est cumulative, sauf lorsque les avantages sont stipulés uniquement en cas de vie ou uniquement en cas de décès.

Dit ontwerp wijzigt niets aan het wettelijk pensioenstelsel en evenmin aan het stelsel van de groepsverzekeringen.

Het streven naar een permanent stelsel tot aanmoediging van het sparen op lange termijn voldoet eveneens aan een fundamentele economische noodzaak in die zin dat de rente- of kapitaalvorming voor een groot gedeelte met risicodragend kapitaal zal gebeuren.

Het voorgestelde stelsel betekent in zekere zin een verlenging van de koninklijke besluiten nrs. 15 en 150 waarvan de uitwerking sedert 31 december 1985 is beëindigd en die belastingvoordelen verleend voor de aanschaffing van aandelen of deelbewijzen van Belgische vennootschappen. De aanmoediging van het privé-sparen moet worden voortgezet, om de nodige gelden vrij te maken, hetgeen het de bestaande ondernemingen mogelijk maakt zich te ontwikkelen en de weg opent voor de oprichting van nieuwe ondernemingen, zodat de werkgelegenheid wordt behouden en uitgebreid.

Dit stelsel kan als volgt worden omschreven :

1^e Mogelijkheden tot vorming van een spaartegoed, een pensioen, een rente of een kapitaal in geval van leven of overlijden

De eerste mogelijkheid bestaat in de collectieve spaarrekening die de belastingplichtige kan openen bij een bank, een openbare kredietinstelling, een privésparkas, een kapitalisatie-onderneming, een door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet erkende kredietkas of een door de Nationale Kas voor Beroepskrediet erkende kredietvereniging.

Die instellingen of ondernemingen moeten de op de spaarrekeningen verrichte stortingen gebruiken voor de inschrijving op delen van gemeenschappelijke beleggingsfondsen die daartoe door de Minister van Financiën worden erkend. Een koninklijk besluit zal de voorwaarden tot die erkenning en tot het behoud ervan bepalen. Die delen van gemeenschappelijke beleggingsfondsen moeten op naam worden ingeschreven bij de instelling of onderneming waar de spaarrekening werd geopend.

De bedoelde gemeenschappelijke beleggingsfondsen zullen van een bijzonder type zijn, waarin de onverdeelde massa van de roerende waarden, beheerd of geadministreerd voor rekening van de houders van een spaarrekening, niet zal vertegenwoordigd zijn door order- of toondereffecten (certificaten), maar wel door een inschrijving op rekening ten name van de instelling of onderneming waar dien wiens tussenkomst op de delen werd ingeschreven.

Dat bijzonder stelsel maakt een wijziging noodzakelijk van de artikelen 1 en 4 § 2, van de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Die wijzigingen zijn opgenomen in artikel 8 van dit ontwerp.

Het gaat terzake dus om een spaarvorm met collectief beheer, vandaar de naam « collectieve spaarrekening ».

De tweede mogelijkheid wordt gevormd door de individuele spaarrekening die de belastingplichtige kan openen bij dezelfde instellingen of ondernemingen als die welke gemachtigd zijn collectieve spaarrekening te openen. In dit geval zal de betrokkenen zijn spaarrekening zelf kunnen beheren, of zal hij het beheer ervan kunnen toevertrouwen aan de instelling of onderneming waarbij die rekening geopend is.

Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, kunnen de wisselagenten worden gemachtigd om collectieve of individuele spaarrekeningen te openen.

De derde mogelijkheid is de spaarverzekering die kan worden aangegaan bij een in België gevestigde verzekeringsonderneming.

Elke aan de personenbelasting onderworpen persoon kan één enkelé collectieve spaarrekening of één enkele individuele spaarrekening openen, of één enkele spaarverzekering aangaan, op voorwaarde dat hij 18 jaar oud is en geen 65 jaar oud is. Die leeftijdsvoorwaarde wordt beoordeeld op 31 december van het belastbaar tijdperk. In een gezin kan dus elke echtgenoot één enkele collectieve of individuele spaarrekening openen of één enkele spaarverzekering aangaan.

De spaarrekening moet worden geopend of de spaarverzekering moet worden aangegaan voor een minimumlooptijd van tien jaar; de minimumlooptijd van tien jaar wordt evenwel verminderd tot vijf jaar voor de personen die geboren zijn vóór 1 januari 1932 (artikel 9, § 4 van dit ontwerp).

Bovendien moeten de uit de spaarrekening of spaarverzekering voortvloeiende voordeelen bedongen zijn ten bate van de houder zelf in geval van leven, of, in geval van overlijden, ten bate van zijn echtgenoot of van zijn bloedverwanten tot de tweede graad. Die laatste voorwaarde is cumulatief, behoudens wanneer er enkel voordeelen in geval van leven, of enkel voordeelen in geval van overlijden bedongen zijn.

2^e Montant et déduction des sommes ou primes versées

Les versements à un compte-épargne collectif ou à un compte-épargne individuel et les primes d'assurance-épargne sont, dans certaines limites, déductibles de l'ensemble des revenus nets imposables.

Les sommes portées en compte ainsi que les primes dont il s'agit doivent être versées à titre définitif.

Le montant des versements et des primes est limité à 40 000 F par période imposable et par contribuable. Toutefois, pour une période transitoire prenant cours à partir de l'exercice d'imposition 1987, le montant de 40 000 F est réduit à 20 000 F.

Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, le montant susvisé de 20 000 F pourra être majoré, étant entendu que cette majoration ne pourra pas s'appliquer aux contribuables :

- qui déduisent de leurs revenus professionnels des cotisations d'assurance de groupe;

- en faveur desquels sont versées des cotisations patronales d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématûr ou en faveur desquels sont prévues des pensions extra-légales;

- qui, compte tenu de leur activité principale, peuvent prétendre, pour l'avenir, à une pension ou à une pension complémentaire à charge du secteur public. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, établira la liste des services du secteur public à prendre en considération.

Dans un ménage, chaque conjoint, qui réunit personnellement les conditions prévues, peut ouvrir un compte-épargne collectif ou individuel, ou souscrire une assurance-épargne. Dès lors, ce conjoint, qu'il ait ou non des revenus imposables, peut bénéficier de la déduction pour les versements effectués ou pour les primes versées. Dans ce ménage, la déduction pourra, dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire à partir de l'exercice d'imposition 1987, s'élever au maximum à 40 000 F.

Etant donné que, pour l'année du mariage, du décès, etc., l'impôt dû par chacun des époux fait l'objet d'une imposition distincte établie au nom de chacun d'eux (cf. article 75, § 1er, C.I.R.), la déduction pour l'année en cause peut être accordée que sur les revenus personnels de chacun des conjoints.

Les institutions et entreprises habilitées à ouvrir des comptes-épargne ou à conclure des assurances-épargne ne peuvent accepter des versements d'un montant supérieur à la limite autorisée.

Au cours d'une même période imposable, une personne ne peut ouvrir qu'un seul compte-épargne collectif, ou un seul compte-épargne individuel, ou ne peut contracter qu'une seule assurance-épargne. Il en résulte que, au cours de la même période imposable, des versements ne peuvent être faits qu'à la seule institution ou entreprise auprès de laquelle le compte-épargne a été ouvert ou l'assurance-épargne a été souscrite.

L'ouverture, au cours d'une période imposable suivante, d'un autre compte-épargne, collectif ou individuel, non accompagnée du transfert de l'épargne constituée dans un ou plusieurs comptes-épargne antérieurs, est subordonnée à la condition que le compte-épargne nouveau soit ouvert pour une durée de dix ans (ou de cinq ans dans le régime transitoire).

Par contre, si l'y a transfert total de l'épargne antérieurement constituée, la durée du nouveau compte-épargne devra correspondre au nombre d'années nécessaires pour que, au total, la durée de dix années (ou de cinq années dans le régime transitoire) soit effective. La même règle vaut, *mutatis mutandis*, pour l'assurance-épargne.

A noter cependant que le transfert de la valeur des parts de fonds communs de placement relevant d'un compte-épargne collectif ou de la valeur des avoirs compris dans un compte-épargne individuel à une assurance-épargne, ainsi que le transfert du capital ou de la valeur de rachat d'une assurance-épargne à un compte-épargne, collectif ou individuel rendent applicables les dispositions de l'article 32bis du C.I.R., c'est-à-dire l'imposition suivant le régime de droit commun (article 72, § 9, C.I.R., inséré par l'article 5 du présent projet).

De même, chaque transfert partiel de l'épargne antérieurement constituée donnera lieu à l'imposition suivant le régime de droit commun.

La déduction n'est accordée que pour les seuls versements effectués par chacun des conjoints. Un contribuable ne pourra donc pas déduire de l'ensemble de ses revenus nets imposables les versements effectués par des personnes, autres que son conjoint, faisant partie de son ménage (enfants, ascendants ou collatéraux).

2^e Bedrag en aftrek van de gestorte bedragen of premies

De stortingen op een collectieve spaarrekening of op een individuele spaarrekening en de premies van een spaarverzekering zijn, binnen bepaalde grenzen, aftrekbaar van het totaal belastbaar netto-inkomen.

De op rekening ingeschreven sommen en de premies waarvan sprake moeten definitief worden gestort.

Het bedrag van de stortingen en van de premies is beperkt tot 40 000 F per belastbaar tijdperk en per belastingplichtige. Evenwel wordt het bedrag van 40 000 F beperkt tot 20 000 F voor een overgangsperiode die aanvangt vanaf het aanslagjaar 1987.

Bij in Ministerraad overlegd besluit, kan het voormelde bedrag van 20 000 F worden verhoogd, met dien verstande dat die verhoging niet van toepassing is op de belastingplichtigen :

- die bijdragen voor een groepsverzekering van hun totaal bedrijfsinkomen af trekken;

- ten gunste van wie werkgeversbijdragen voor een aanvullende verzekering tegen overlijden of vroegejdige dood worden gestort ten gunste van wie in extra-wettelijke pensioenen zijn voorzien;

- die, gelet op hun uitgeoefend hoofdberoep, in de toekomst aanspraak kunnen maken op een, eventueel aanvullend, overheids pensioen. Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zal de lijst van de in aanmerking komende overheidsdiensten worden opgesteld.

In een gezin kan elke echtgenoot die persoonlijk de gestelde voorwaarden vervult, een collectieve of individuele spaarrekening openen of een spaarverzekering aangaan. Derhalve kan die echtgenoot, ongeacht of hij al dan niet belastbare inkomsten heeft, de aftrek verkrijgen van de verrichte stortingen of gestorte premies. In dat gezin zal, in de huidige stand van zaken, dit wil zeggen reeds vanaf het aanslagjaar 1987 de aftrek maximum 40 000 F bedragen.

Gelet op het feit dat voor het jaar van het huwelijk, van het overlijden, enz., de voor iedere echtgenoot verschuldigde belasting afzonderlijk wordt vastgesteld en op ieders naam wordt gevestigd (artikel 75, § 1, W.I.B.), kan de aftrek voor het desbetreffende jaar enkel worden toegepast op de persoonlijke inkomsten van die echtgenoot.

De instellingen en ondernemingen die gemachtigd zijn spaarrekeningen te openen of spaarverzekeringen te sluiten, mogen geen stortingen aanvaarden die hoger zijn dan het toegestane maximumbedrag.

Tijdens éénzelfde belastbaar tijdperk kan een persoon slechts één enkele collectieve spaarrekening of één enkele individuele spaarrekening openen, of kan hij slechts één enkele spaarverzekering afsluiten. Daaruit volgt dat tijdens hetzelfde belastbaar tijdperk enkel stortingen kunnen worden verricht aan die ene instelling of onderneming waarbij de spaarrekening werd geopend of de spaarverzekering werd aangegaan.

De opening van een andere collectieve of individuele spaarrekening tijdens een volgend belastbaar tijdperk, die niet samengaat met de overdracht van het op een of meer vroegere spaarrekeningen gevormde spaartegoed, is onderworpen aan de voorwaarde dat de nieuwe spaarrekening wordt geopend met een looptijd van tien jaar (of van vijf jaar in het overgangsstelsel).

Daarentegen moet, in geval van volledige overdracht van het voorheen gevormde spaartegoed, de looptijd van de nieuwe spaarrekening overeenstemmen met het aantal jaren dat nodig is om, in het totaal, de looptijd van tien jaar (of van vijf jaar in het overgangsstelsel) vol te maken. Dezelfde regel geldt, *mutatis mutandis*, voor de spaarverzekering.

Evenwel wordt aangestipt dat de overdracht van de waarde van de delen van gemeenschappelijke beleggingsfondsen opgenomen in een collectieve spaarrekening of de waarde van de activa begrepen in een individuele spaarrekening naar een spaarverzekering, alsmede de overdracht van het kapitaal of de afkoopwaarde van een spaarverzekering naar een collectieve of individuele spaarrekening de toepassing meebrengt van de bepalingen van artikel 32bis, W.I.B., dit wil zeggen de taxatie volgens het gemeen recht (artikel 72, § 9, W.I.B., ingevoegd bij artikel 5 van dit ontwerp).

Evenzo geeft elke gedeeltelijke overdracht van het voorheen gevormd spaartegoed aanleiding tot de taxatie volgens het gemeen recht.

De aftrek wordt enkel verleend voor de stortingen die elk van de echtgenoten heeft gedaan. Een belastingplichtige zal derhalve de stortingen die werden verricht door de andere personen, dan zijn echtgenoot, die van zijn gezin deel uitmaken (kinderen, ascendenen of zijverwanten) niet kunnen aftrekken van zijn totaal belastbaar netto-inkomen.

La déduction doit être opérée sur les revenus de la période imposable au cours de laquelle ont eu lieu les versements (art. 72, § 7, C.I.R.). Cependant, les versements effectués avant le 14 février 1987 sont censés avoir été faits pendant l'année 1986 (art. 9, § 5, du présent projet). Dans ces cas, la condition d'âge exigée (avoir atteint l'âge de 18 ans et n'avoir pas atteint l'âge de 65 ans) devra toutefois être remplie au 31 décembre 1986.

Pour obtenir la déduction des sommes versées à son compte épargne, collectif ou individuel, ou des primes d'assurance-épargne, le contribuable est tenu de joindre à sa déclaration une attestation délivrée par l'institution ou entreprise auprès de laquelle le versement a été effectué. Cette attestation, dont le modèle sera arrêté par le Ministre des Finances ou son délégué, devra, notamment, mentionner l'identité du contribuable, son numéro de compte épargne ou d'assurance-épargne, la date et le montant du versement effectué ainsi que toutes autres indications jugées utiles et certifier que toutes les conditions sont respectées.

La déduction cesse d'être accordée à partir de la période imposable au cours de laquelle le titulaire d'un compte épargne, collectif ou individuel, ou d'une assurance-épargne, soit a été mis à la retraite ou à la prépension et qu'il a été procédé à la liquidation de l'épargne, des capitaux et valeurs de rachat soumis à l'imposition distincte au taux de 16,5 p.c., soit a atteint l'âge de 65 ans.

Dès lors, pour le titulaire qui a été mis à la retraite ou à la prépension avant l'âge de 65 ans et n'a pas demandé la liquidation de son compte épargne ou de son assurance-épargne, la déduction peut encore être obtenue pour les versements effectués au cours des périodes qui précèdent celle au cours de laquelle il a atteint l'âge de 65 ans.

3^e Affectation des sommes et primes versées

Les versements à un compte épargne, collectif ou individuel, ainsi que les primes d'assurance-épargne, doivent être affectés à certains objectifs axés notamment sur la promotion du capital à risque.

C'est ainsi que les actifs des fonds communs agréés et les revenus de ces actifs doivent, sous déduction des charges, être affectés de la manière suivante :

- au minimum 30 p.c. d'actions belges;
- en obligations libellées en francs belges émises et garanties par les pouvoirs publics belges;
- en obligations, bons de caisse ou autres dépôts à intérêt fixe d'une durée supérieure à un an, libellés en francs belges en émis par des sociétés belges de droit public ou privé ou en dépôts d'argent en francs belges pour une durée supérieure à un an;
- en certificats immobiliers relatifs à des immeubles sis en Belgique ou en prêts hypothécaires sur de tels immeubles;
- au maximum 10 p.c. en valeurs mobilières étrangères cotées à une bourse belge ou en parts de fonds communs de placement belges agréés par la Commission bancaire;
- au maximum 10 p.c. en avoirs en compte en francs belges.

Ces pourcentages se calculent aux dates d'acquisition des titres en cause (disposition analogue à celle prévue à l'article 7, par. 4 du Règlement de la Commission bancaire relatif aux fonds communs de placement belge, *Moniteur belge* du 6 mai 1986).

Les versements effectués sur un compte épargne individuel, ainsi que les remboursements et les produits des ventes des valeurs mobilières, doivent, dans les deux mois, être affectés de la même manière, mais cette affectation s'effectue en toute liberté par le titulaire du compte et sous sa responsabilité. A cet effet, il remet lui-même, au plus tard le jour du versement, un ordre écrit d'affectation à l'institution ou entreprise auprès de laquelle son compte épargne individuel est ouvert. À noter que le titulaire d'un compte épargne individuel peut, par mandat, confier à cette institution ou entreprise le soin d'exécuter les investissements requis. A défaut de remise d'un tel ordre, ou si l'affectation contenue dans cet ordre ne correspond pas à celle qui est légalement prévue, ou si un mandat n'a pas été donné, le versement effectué ne pourra pas être porté au compte épargne individuel.

Les revenus du compte épargne individuel doivent, sous déduction des charges, être affectés dans les mêmes valeurs et compte que ceux prévus pour les versements, à l'exclusion toutefois des valeurs mobilières étrangères cotées à une bourse belge et des parts de fonds communs de placement belges.

Etant donné que, pour des raisons pratiques, aucun maximum ou minimum n'est prévu pour l'affectation des revenus du compte épargne individuel, les valeurs et parts susvisées sont expressément exclues pour éviter que, après un certain temps, les revenus de ce compte ne soient totalement investis en de telles valeurs ou parts.

De aftrek wordt verricht op de inkomsten van het belastbaar tijdperk waarin de stortingen gebeuren (art. 72, § 7, W.I.B.). Evenwel worden de vóór 14 februari 1987 gedane stortingen geacht te zijn gedaan in 1986 (art. 9, § 5 van het ontwerp). In die gevallen moet de gestelde leeftijdsvoorraarde (nl. 18 jaar en geen 65 jaar) evenwel op 31 december 1986 vervuld zijn.

Om de aftrek te bekomen van de op zijn collectieve of individuele spaarrekening gestorte sommen of van de premies van een spaarverzekering, moet de belastingplichtige bij zijn aangifte een attest voegen, aangeleverd door de instelling of onderneming bij waar de storting werd verricht. Dat attest, waarvan het model zal worden vastgelegd door de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde, zal inzonderheid de identiteit van de belastingplichtige, het nummer van zijn spaarrekening of zijn spaarverzekering, de datum en het bedrag van de verrichte storting, alsook alle andere nuttig geachte vermeldingen moeten bevatten en zal moeten bevestigen dat alle voorwaarden vervuld zijn.

De aftrek wordt niet meer verleend vanaf het belastbaar tijdperk waarin de houder van een collectieve of individuele spaarrekening of van een spaarverzekering, hetzij op pensioen of op brugpensioen wordt gesteld, en er overgegaan is tot de uitkering van de spaarte-goeden, kapitalen en afkoopwaarden, afzonderlijk belast tegen het tarief van 16,5 pct., hetzij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt.

Derhalve kan de houder die vóór de leeftijd van 65 jaar op pensioen of op brugpensioen werd gesteld en die de vereffening van zijn spaarrekening of spaarverzekering niet gevraagd heeft, de aftrek nog verkrijgen voor de stortingen die hij verricht tijdens de tijdsperiodes voorafgaand aan dit waarin hij de leeftijd van 65 jaar bereikt.

3^e Belegging van de gestorte bedragen en premies

De stortingen op een collectieve of individuele spaarrekening, evenals de premies van een spaarverzekering moeten worden gebruikt voor bepaalde doeleinden die inzonderheid gericht zijn op de bevordering van het risicodragend kapitaal.

Aldus moeten de activa van de erkende gemeenschappelijke fondsen en de inkomsten van die activa, na aftrek van de lasten, worden belegd op de volgende wijze :

- voor ten minste 30 pct. in Belgische aandelen;
- in door de Belgische openbare overheid uitgegeven en gewaarborgde obligaties, luidende in Belgische frank;
- in obligaties, kasbons of andere vastrentende beleggingen voor langer dan één jaar, luidende in Belgische frank, uitgegeven door Belgische publiekrechtelijke of privaat-rechtelijke vennootschappen of uit gelddeposito's in Belgische frank met een looptijd van meer dan één jaar;
- in vastgoedcertificaten of hypothecaire leningen met betrekking tot in België gelegen onroerende goederen;
- voor maximum 10 pct. in buitenlandse, op een Belgische beurs genoteerde roerende waarden of in delen van door de Bankcommissie erkende Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen;
- voor maximum 10 pct. in tegoeden op rekening in Belgische frank.

Die percentages worden berekend op de data waarop de effecten in kwestie worden aangeschaft (analoge bepaling als die bedoeld in artikel 7, § 4, van het Reglement van de Bankcommissie betreffende de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen, *Belgisch Staatsblad* van 6 mei 1980).

De op een individuele spaarrekening gestorte bedragen, evenals de terugbetalingen en de opbrengsten van de verkoop van roerende waarden, moeten, binnen de twee maanden, op dezelfde wijze worden belegd, maar die belegging wordt in volle vrijheid door de rekeninghouder en onder zijn verantwoordelijkheid gedaan. Daartoe maakt hij zelf, ten laatste op de dag van de storting, een geschreven beleggingsopdracht over aan de instelling of onderneming waarbij zijn individuele spaarrekening is geopend. Opgemerkt zij dat de houder van een individuele spaarrekening de zorg om de vereiste beleggingen te doen bij volmacht kan toevertrouwen aan die instelling of onderneming. Bij ontstentenis van een dergelijke opdracht of wanneer de erin opgelegde belegging niet overeenstemt met hetgeen wettelijk is bepaald, of wanneer geen volmacht is gegeven, zal de verrichte storting niet worden overgeschreven op de individuele spaarrekening.

De inkomsten van de individuele spaarrekening moeten, na aftrek van de lasten, worden belegd in dezelfde waarden en rekening als bepaald voor de stortingen, met uitsluiting evenwel van op een Belgische beurs genoteerde buitenlandse roerende waarden en van de delen van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

Vermits om praktische redenen geen maxima of minima worden opgelegd voor de belegging van de inkomsten van de individuele spaarrekening, worden die buitenlandse roerende waarden en die delen uitdrukkelijk uitgesloten om te vermijden dat, na een zekere tijd, de inkomsten van de rekening volledig zouden belegd zijn in dergelijke waarden en delen.

Pour ce qui concerne l'assurance-épargne, les obligations, imposées en matière de placements aux entreprises d'assurances, sont identiques à celles qui sont imposées à la société de gestion d'un fonds commun de placement en matière de compte-épargne collectif.

4º Régime fiscal de l'épargne, des pensions, rentes, capitaux et valeurs de rachat

L'épargne, les pensions, rentes, capitaux et valeurs de rachat constitués au moyen de versements sur un compte-épargne, collectif ou individuel, ou au moyen de primes d'assurance-épargne constituent des revenus professionnels imposables sur pied des articles 20, 5º, et 32bis, alinéa 1º, 2º et 3º, du Code des impôts sur les revenus et ce, pour la période imposable au cours de laquelle ils ont été payés ou attribués.

Il en est de même pour ce qui est de l'épargne relevant d'un compte-épargne collectif ou des avoirs compris dans un compte-épargne individuel transférés à une assurance-épargne et du capital ou de la valeur de rachat d'une assurance-épargne transférée à un compte-épargne, collectif ou individuel, ainsi que de tout transfert partiel.

Le caractère imposable de cette épargne, de ces pensions, rentes, capitaux et valeurs de rachat découle de la déduction, au titre de charge déductible de l'ensemble des revenus nets imposables (article 72, § 2, C.I.B.), des versements au moyen desquels ces revenus ont été constitués.

Il en résulte que :

— la totalité de l'épargne, des pensions, etc., est imposable dès que le contribuable ou la personne dont il est l'ayant cause a déduit au moins un des versements (ne fût-ce même que partiellement) de l'ensemble de ses revenus nets imposables;

— l'épargne, les pensions, etc., ne sont pas taxables comme revenus professionnels lorsque l'immunisation des versements n'a pas été demandée ou a été refusée.

Cependant, pour l'épargne constituée au moyen d'un compte-épargne, collectif ou individuel, le revenu imposable correspond au montant résultant de la capitalisation au taux de 6,25 p.c. des versements effectués sur ce compte. Si les capitaux d'assurance-épargne sont garantis sur la base d'un taux de capitalisation de 4,75 p.c., il faut toutefois considérer que, conformément à l'article 175, alinéa 2, du Code des taxes assimilées au timbre, les primes sont soumises à une taxe annuelle de 4,40 p.c. alors que les versements aux comptes-épargne échappent à cette taxe. La taxation de l'épargne résultant des comptes-épargne, déterminée en fonction d'un taux de capitalisation de 6,25 p.c., rétablit l'équivalence entre les deux régimes.

Le taux de 6,25 p.c. peut être adapté, par arrêté royal, en fonction des modifications apportées au taux technique de 4,75 p.c. prévu à l'article 28, 1º, a, de l'arrêté royal du 5 juillet 1985 relatif à l'activité d'assurance sur la vie.

Lorsqu'ils sont liquidés, au plus tôt, soit à l'âge de 65 ans, soit à la mise à la retraite de l'intéressé à la date normale (c'est-à-dire l'époque où légalement ou statutairement la carrière prend fin en raison de l'âge) ou à la mise à la retraite (anticipée) au cours d'une des cinq années qui précèdent cette date, soit à l'occasion de sa mise à la préretraite, soit par suite de décès, l'épargne constituée au moyen de versements à un compte-épargne, collectif ou individuel, de même que les capitaux et valeurs de rachat d'une assurance-épargne font l'objet d'une imposition distincte au taux de 16,5 p.c. (article 6 du présent projet).

Pour l'application de ce régime spécial de taxation, il est en outre exigé (sauf en cas de décès) :

— que la durée minimum de dix ans prévue pour le compte-épargne, collectif ou individuel, et l'assurance-épargne soit venue à expiration;

— que le contribuable ait effectué des versements sur son compte-épargne ou au titre de primes d'assurance-épargne pendant cinq périodes imposables au moins;

— que chaque versement demeure investi pendant au moins cinq ans (sinon, le capital ou la partie du capital qui correspond proportionnellement aux versements qui n'ont pas été maintenus pendant cinq ans sera imposé selon le droit commun).

A titre transitoire (pour les personnes qui ont atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 1986), il est toutefois simplement requis que la durée minimum de cinq ans soit venue à expiration.

L'épargne, les capitaux et valeurs de rachat qui sont imposables distinctement au taux de 16,5 p.c., seront cependant soumis au précompte professionnel au taux de 16,5 p.c. (l'annexe III de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus sera complétée dans ce sens).

Met betrekking tot de spaarverzekering, zijn de aan de verzekeringsondernemingen opgelegde beleggingsvoorschriften identiek aan die welke worden opgelegd aan de beheermaatschappij van een gemeenschappelijk beleggingsfonds voor de collectieve spaarrekeningen.

4º Belastingstelsel van de spaartegoeden, pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden

De spaartegoeden, pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden, gevormd door middel van stortingen op een collectieve of individuele spaarrekening of door middel van premies van een spaarverzekering zijn belastbare bedrijfsinkomsten op grond van de artikelen 20, 5º, en 32bis, eerste lid, 2º en 3º, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en dit voor het belastbaar tijdperk in de loop waarvan zij werden betaald of toegekend.

Dit geldt eveneens voor de spaartegoeden voortkomende van een collectieve spaarrekening of de tegoeden begrepen in een individuele spaarrekening, overgedragen naar een spaarverzekering en voor het kapitaal of de afkoopwaarde van een spaarverzekering overgedragen naar een collectieve of individuele spaarrekening, alsmede voor elke gedeeltelijke overdracht.

Het belastbaar karakter van die spaartegoeden, pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden is het gevolg van de aftrek als lasten van het totaal belastbaar netto-inkomen van de stortingen waardoor ze werden samengesteld (artikel 72, par. 2, W.I.B.).

Hieruit volgt dat :

— de totaliteit van de spaartegoeden, pensioenen, enz., belastbaar is zodra de belastingplichtige of de persoon waarvan hij recht verkrijgt is ten minste één van de stortingen (zelfs gedeeltelijk) heeft afgetrokken van zijn totaal belastbaar netto-inkomen;

— de spaartegoeden, pensioenen, enz., niet belastbaar zijn als bedrijfsinkomsten wanneer de aftrek van de stortingen niet werd gevraagd of werd geweigerd.

Voor de spaartegoeden gevormd door een collectieve of individuele spaarrekening, komt het belastbaar inkomen nochtans overeen met het bedrag voortvloeiend uit de kapitalisatie, tegen een rentevoet van 6,25 pct. van de op die rekening verrichte stortingen. Zo de spaarverzekeringskapitalen gewaarborgd zijn op basis van een kapitalisatievoet van 4,75 pct. dient men er evenwel rekening mee te houden dat, overeenkomstig artikel 175, tweede lid, van het Wetboek den met het zegel gelijkgestelde taken, de premies onderworpen zijn aan een jaarlijkse taks van 4,40 pct., terwijl die taks niet van toepassing is op de stortingen op de spaarrekeningen. De taxatie van de spaartegoeden van de spaarrekeningen, bepaald in functie van een kapitalisatievoet van 6,25 pct., herstelt het evenwicht tussen beide stelsels.

De kapitalisatievoet van 6,25 pct. kan bij koninklijk besluit worden aangepast in functie van de wijzigingen van de technische voet van 4,75 pct., bepaald in artikel 28, 1º, a, van het koninklijk besluit van 5 juli 1985 betreffende de levensverzekeringsactiviteit.

De spaartegoeden, gevormd door middel van stortingen op een collectieve of een individuele spaarrekening en de kapitalen en afkoopwaarden van een spaarverzekering, die worden uitgekeerd, ten vroegste, hetzij op de leeftijd van 65 jaar, hetzij ter gelegenheid van de pensionering van de betrokkenen op de normale datum (d.w.z. het tijdstip waarop de loopbaan wettelijk of statutair eindigt wegens ouderdomsredenen) of de (vervoegde) pensionering in één der vijf jaren welke aan die datum voorafgaan, hetzij ter gelegenheid van zijn brugpensionering, hetzij ingevolge overlijden, worden onderworpen aan een afzonderlijke belasting tegen het tarief van 16,5 pct. (artikel 6 van dit ontwerp).

Voor de toepassing van dit bijzonder aanslagstelsel is (behalve bij overlijden) tevens vereist dat :

— de minimumlooptijd van tien jaar van de collectieve of individuele spaarrekening of van de spaarverzekering verstreken is;

— de belastingplichtige gedurende ten minste vijf belastbare tijden peren stortingen heeft verricht op zijn spaarrekening of als premie van een spaarverzekering;

— elke storting gedurende ten minste vijf jaar belegd blijft (zoniet, wordt het kapitaal of het gedeelte van het kapitaal dat propotioneel overeenstemt met de stortingen die geen vijf jaar worden aangehouden, belast volgens het gemeen recht).

In de overgangsregeling (personen die op 31 december 1986 de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben) is evenwel enkel vereist dat de minimumlooptijd van vijf jaar verstreken is.

De spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden die afzonderlijk belastbaar zijn tegen 16,5 pct., zullen onderworpen worden aan de bedrijfsvoorheffing, eveneens tegen het tarief van 16,5 pct. (bepaling op te nemen in bijlage III bij het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Il faut encore ajouter que, dans les cas où le bénéficiaire a transféré son domicile fiscal à l'étranger, l'épargne, les capitaux ou valeurs de rachat seront censés avoir été liquidés le dernier jour de son activité professionnelle en Belgique.

5° Régime fiscal des revenus de valeurs mobilières

Dans les entreprises d'assurances, le précompte mobilier sur les revenus de valeurs mobilières est, soit imputé sur l'impôt des sociétés, soit restitué.

En outre, dans le chef des mêmes entreprises, il est renoncé totalement à la perception du précompte mobilier sur les revenus d'obligations, bons de caisse et autres placements à revenu fixe (article 89 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus).

Dans ces conditions, les revenus mobiliers de l'activité assurance-épargne entreront en compte, pour leur presque totalité, dans la détermination des prestations garanties aux assurés, ce qui ne sera pas le cas en matière de comptes-épargne, sauf, pour rétablir l'équivalence entre les deux régimes, à exonérer du précompte mobilier les revenus afférents aux valeurs mobilières représentatives des comptes-épargne.

Du fait qu'ils ne seront pas compris dans les revenus et produits des capitaux et biens mobiliers (article 2 du projet), les revenus des valeurs mobilières représentatives des comptes-épargne seront par conséquent exonérés du précompte mobilier et de la cotisation spéciale sur les revenus mobiliers établie par l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires. Toutefois, cette exonération s'applique sans préjudice :

- des articles 98 et 100 du Code des impôts revenus de sorte que les revenus susvisés des comptes-épargne seront compris dans la base de l'impôt des sociétés;

- de l'article 32bis, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 5, du même Code, pour ce qui concerne la taxation ultérieure de l'épargne constituée.

Compte tenu de l'exonération du précompte mobilier, c'est dès lors le montant brut des revenus mobiliers qui devra être investi dans le compte-épargne (article 72, § 4, alinéa 1^{er}, et § 5, alinéa 5, du C.I.R., inséré par l'article 5 du présent projet).

Cependant, il va de soi que l'exonération du précompte mobilier ne peut être accordée que pour le seul compte-épargne, collectif ou individuel, pour lequel la déduction des versements effectués est autorisée. C'est pour cette raison qu'il est prévu qu'une personnes ne peut, par période imposable, ouvrir qu'un seul compte-épargne collectif ou un seul compte-épargne individuel. Et pour assurer le contrôle de cette mesure, les institutions ou entreprises habilitées à ouvrir un compte-épargne devront informer le Ministre des Finances ou son délégué de l'ouverture d'un compte-épargne (article 72, § 3, alinéa 3, du C.I.R. inséré par l'article 5 du présent projet).

L'exonération du précompte mobilier, par application de l'article 19, 10^o, C.I.R. (article 2 du présent projet), ne pourra être obtenue que pour autant que les conditions mises à la déduction des versements à un compte-épargne, collectif ou individuel, soient remplies (cf. article 72, § 2 et 3, C.I.R.) et que la déduction ait été effectivement obtenue.

Le titulaire d'un compte-épargne, collectif ou individuel, qui, par une application abusive de l'article 19, 10^o, C.I.R., aura obtenu indûment l'exonération du précompte mobilier, sera redevable de ce précompte mobilier (cf. article 184, alinéa 2, e, C.I.R., inséré par l'article 7 du présent projet).

Cette situation pourra notamment se rencontrer dans les cas suivants :

- 1^o Le contribuable a effectué des versements sur un compte-épargne mais n'a pas revendiqué la déduction ou ne peut en bénéficier (par exemple, en l'absence de revenus imposables), sauf lorsque la déduction a été accordée pour une ou plusieurs périodes imposables antérieures.

- 2^o La déduction des versements effectués a été refusée du fait que :

- le compte-épargne a été ouvert et des versements ont été effectués par un contribuable âgé de moins de 18 ans ou âgé de 65 ans ou plus au 31 décembre de la période imposable;

- les versements ont été effectués par un contribuable qui a atteint l'âge de 65 ans pendant la période imposable au cours de laquelle le versement est effectué;

- les versements ont été effectués par un contribuable pendant l'année au cours de laquelle a eu lieu la liquidation de l'épargne, des capitaux ou valeurs de rachat avec application de l'imposition au taux de 16,5 p.c., ou au cours d'une année suivant cette liquidation (cela implique qu'une personne, qui a déjà obtenu le bénéfice du régime de l'imposition distincte pour ce qui concerne un compte-épargne, ne peut à nouveau ouvrir un compte-épargne ni contracter une assurance-épargne ouvrant droit à la déduction des versements);

Opgemerkt zij nog dat wanneer de rechthebbende zijn fiscale woonplaats naar het buitenland overbrengt, de spaartegoeden, kapitalen of afkoopwaarden geacht worden te zijn uitgekeerd op de laatste dag van het uitoefenen van zijn beroepswerkzaamheid in België.

5° Belastingstelsel van de inkomsten van de roerende waarden

In de verzekeringsondernemingen wordt de roerende voorheffing op de inkomsten van roerende waarden, hetzij verrekend met de vennootschapsbelasting, hetzij terugbetaald.

Bovendien wordt voor diezelfde ondernemingen van de inning van roerende voorheffing geheel afgezien met betrekking tot de inkomsten uit obligaties, kasbons en andere vastrentende beleggingen (artikel 89 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

In die omstandigheden zullen de roerende inkomsten van de spaarverzekeringsactiviteit bijna volledig in aanmerking komen voor de aan de verzekeren gewaarborgde uitkeringen, hetgeen niet het geval is bij de spaarrekeningen, tenzij, om het evenwicht tussen beide stelsels te waarborgen, de inkomsten met betrekking tot de roerende waarden ter vertegenwoordiging van de spaarrekeningen van roerende voorheffing worden vrijgesteld.

Vermits zij niet als inkomsten en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen worden aangemerkt (artikel 2 van het ontwerp), zijn de inkomsten uit de roerende waarden die de spaarrekeningen vertegenwoordigen derhalve vrijgesteld van roerende voorheffing en van de bijzondere heffing op de roerende inkomsten die is ingesteld bij artikel 42 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen. Die vrijstelling is evenwel van toepassing onverminderd :

- de artikelen 98 en 100 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, waardoor de bovenbedoelde inkomsten deel uitmaken van de in de vennootschapsbelasting belastbare grondslag;

- artikel 32bis, eerste lid, en vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, wat betreft de latere taxatie van het gevormde spaartegoed.

Gelet op de vrijstelling van roerende voorheffing is het derhalve het brutobedrag van de roerende inkomsten dat in de spaarrekening moet worden belegd (artikel 72, § 4, eerste lid, en § 5, vijfde lid, W.I.B., ingevoegd bij artikel 5 van dit ontwerp).

Het spreekt evenwel vanzelf dat de vrijstelling van de roerende voorheffing slechts kan worden verleend voor de enige, collectieve of individuele, spaarrekening waarvoor de aftrek van de verrichte stortingen is toegelaten. Het is daarom dat bepaald is dat een persoon, per belastbaar tijdperk, slechts één enkele collectieve spaarrekening of één enkele individuele spaarrekening kan openen. Om de controle van die maatregel te verzekeren, moeten de instellingen of ondernemingen die gemachtigd zijn een spaarrekening te openen, de Minister van Financiën of zijn gedeleerde inlichten over de opening van een spaarrekening (artikel 72, § 3, derde lid, W.I.B., ingevoegd bij artikel 5 van dit ontwerp).

De vrijstelling van de roerende voorheffing bij toepassing van artikel 19, 10^o, W.I.B. (artikel 2 van dit ontwerp) zal slechts kunnen bekomen worden voor zover de inzake de aftrek van de stortingen op een collectieve of individuele spaarrekening gestelde voorwaarden (cf. artikel 72, § 2 en 3, W.I.B.) vervuld zijn, en de aftrek effectief verkregen is.

De houder van een collectieve of individuele spaarrekening die, door een wederrechtelijke toepassing van artikel 19, 10^o, W.I.B., ten onrechte de vrijstelling van roerende voorheffing bekomen heeft, is schuldenaar van die roerende voorheffing (cf. artikel 184, tweede lid, e, W.I.B., ingevoegd bij artikel 7 van dit ontwerp).

Die situatie kan zich inzonderheid in de volgende gevallen voorstellen :

- 1^o De belastingplichtige heeft stortingen verricht op zijn spaarrekening, maar maakt geen aanspraak op de aftrek of kan er niet van genieten (b.v. bij ontstentenis van belastbare inkomsten), uitgezonderd wanneer de aftrek reeds werd verleend gedurende één of meer vorige belastbare tijdperken.

- 2^o De aftrek van de verrichte stortingen werd geweigerd, omdat :

- de spaarrekening werd geopend en stortingen werden verricht door een persoon die, hetzij minder dan 18 jaar, hetzij 65 jaar of ouder is op 31 december van het belastbaar tijdperk;

- de stortingen verricht zijn door een belastingplichtige die in de loop van het belastbaar tijdperk waarin de storting plaatsvindt de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft;

- de stortingen werden verricht door een belastingplichtige in het jaar waarin de spaartegoeden, kapitalen of afkoopwaarden werden uitgekeerd onder toepassing van het bijzonder aanslagstelsel tegen het tarief van 16,5 pct, of in een jaar volgend op die uitkering (dit houdt in dat een persoon die reeds eenmaal aanspraak heeft gemaakt op het bijzonder aanslagstelsel m.b.t. een spaarrekening, geen nieuwe spaarrekening spaarverzekering meer kan aangaan die aanleiding geeft tot de aftrek van de stortingen);

— les versements effectués au cours d'une même période imposable excèdent 20 000 F (aucune déduction n'est autorisée pour la partie qui excède 20 000 F);

— au cours d'une même période imposable, un contribuable a ouvert plus d'un compte épargne et a effectué des versements sur plusieurs comptes épargne auprès d'une ou de plusieurs institutions (que ces versements excèdent ou non le montant maximum de 20 000 F), ou encore, lorsque en plus d'un compte épargne, il a contracté une assurance épargne (exonération éventuelle limitée à un seul compte, au choix du contribuable);

— les conditions requises quant à la durée minimale, quant à la qualité du bénéficiaire ou quant à la date d'échéance ne sont pas remplies au moment de l'ouverture du compte;

— il y a cumul avec la déduction visée à l'article 71, § 1^e, 8^e, C.I.R. (et que le contribuable opte pour cette déduction).

Ces sanctions peuvent également être appliquées aux entreprises et institutions habilitées à ouvrir des comptes épargne et qui contreviennent aux dispositions de l'article 72, C.I.R., notamment lorsqu'elles ont accepté des versements dont le montant excède le maximum autorisé (actuellement 20 000 F).

Dans les cas précités, le précompte mobilier sera par conséquent dû par les bénéficiaires de revenus capitalisés sur leur compte épargne et une amende administrative de 200 à 10 000 francs sera appliquée conformément à l'article 335, C.I.R., sans préjudice des autres sanctions prévues au titre VII, chapitre X, du C.I.R.

Il sera toutefois renoncé à l'établissement d'une cotisation au précompte mobilier et à l'application des sanctions précitées, lorsque le contribuable ou l'entreprise ou l'institution en cause apportera la preuve que les versements, qui n'ont pas donné lieu à la déduction ou qui ne donnaient pas droit à la déduction, ont été remboursés.

L'introduction du régime d'épargne du troisième âge est liée aux aménagements à apporter au régime du « Monory-bis ».

Les aménagements proposés sont explicités ci-après :

1. A partir de l'exercice d'imposition 1988, la déduction des sommes consacrées à l'acquisition d'actions ou parts par un travailleur (article 71, § 1^e, 8^e, C.I.R.) n'est pas seulement accordée pour les actions ou parts émises par la société dans laquelle le contribuable est occupé en qualité de travailleur, mais également pour les actions ou parts émises par une société dont la société, qui occupe le contribuable concerné, est une filiale ou une sous-filiale au sens de la législation comptable et, en outre, cette déduction n'est accordée que pour autant que l'acquisition des actions ou parts ait lieu sur le marché primaire, notamment par la souscription d'actions ou parts nouvelles émises à l'occasion d'une augmentation de capital (voir articles 4, 1^e, et 9^e, § 1^e, 3^e, du présent projet).

L'acquisition d'actions ou parts au marché secondaire est dès lors exclue (par exemple, l'achat en bourse d'actions ou parts existantes).

2. Cette déduction est, à partir de l'exercice d'imposition 1988, alignée sur la déduction pour épargne-pension, à savoir 40 000 F par période imposable et par contribuable (limité provisoirement à 20 000 F mais avec possibilité de majoration de ce montant par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres dans la même mesure que pour l'épargne-pension — cf. articles 4, 2^e, et 9, § 2, du présent projet).

On considère donc les conjoints comme des contribuables distincts. Ceci implique que chacun d'eux ne peut déduire que les sommes qu'il a consacrées à l'acquisition d'actions ou parts de la société dans laquelle il est personnellement employé comme travailleur ou dont la société qui l'occupe est une filiale ou une sous-filiale.

3. L'exclusion, à partir de l'exercice d'imposition 1987, de la possibilité de cumuler les déductions respectivement prévues aux articles 71, § 1^e, 8^e, et 72, § 2, C.I.R. (cfr. articles 5, § 10, et 9, § 1^e, 1^e, du présent projet).

Cela signifie que :

— en ce qui concerne l'exercice d'imposition 1987 : lorsque la déduction visée à l'article 71, § 1^e, 8^e (ancien), C.I.R., est accordée (40 000 francs, majorés de 10 000 francs pour le conjoint et pour toute autre personne à charge), aucun des conjoints n'a droit, pour cet exercice d'imposition, à la déduction pour épargne-pension;

— à partir de l'exercice d'imposition 1988 : la règle du non-cumul des déductions susvisées s'applique par conjoint, le mari peut par conséquent bénéficier de la déduction dans le cadre du régime Monory-bis, tandis que son épouse peut opter pour la déduction pour l'épargne-pension, ou inversement.

— de stortingen tijdens eenzelfde belastbaar tijdperk meer dan 20 000 F bedragen (geen aftrek voor het gedeelte dat 20 000 F overtreft);

— de belastingplichtige tijdens eenzelfde belastbaar tijdperk meer dan één spaarrekening heeft geopend en stortingen heeft verricht op verschillende spaarrekeningen (al dan niet met overschrijding van het maximumbedrag van 20 000 F) bij één of meer instellingen of naast een spaarrekening tevens een spaarverzekering heeft aangegaan (vrijstelling eventueel beperkt tot één enkele rekening, naar keuze van de belastingplichtige);

— de voorwaarden inzake minimumlooptijd, begunstigde en vervaldag niet vervuld zijn bij de opening van de rekening;

— er samenvoeging is met de aftrek bedoeld in artikel 71, § 1, 8^e, W.I.B. (en de belastingplichtige opteert voor die laatste aftrek).

In de voormelde gevallen zal de roerende voorheffing derhalve worden geëist van de genieters van de op hun spaarrekening gekapitaliseerde inkomsten, en zal een administratieve boete van 200 tot 10 000 frank worden opgelegd krachtens artikel 335, W.I.B., onverminderd de andere in Titel VII, hoofdstuk X, W.I.B., bepaalde sancties.

Die sancties kunnen eveneens worden opgelegd aan de ondernemingen of instellingen die gemachtigd zijn een spaarrekening te openen en die de bepalingen van artikel 72 W.I.B. overtreden, inzonderheid wanneer zij stortingen in ontvangst hebben genomen die meer bedragen dan het vastgestelde maximumbedrag (thans 20 000 F).

Er wordt evenwel afgezien van de vestiging van een aanslag in de roerende voorheffing en van de toepassing van de hiervoor bepaalde sancties, wanneer de belastingplichtige of de onderneming of instelling in kwestie, het bewijs levert dat de stortingen die geen aanleiding hebben gegeven tot aftrek of die geen recht geven op de aftrek, werden terugbetaald.

De invoering van het stelsel van het derdeleefijdssparen wordt gekoppeld aan een aanpassing van het « Monory-bis »-stelsel.

De voorgestelde aanpassingen worden hierna uiteengezet :

1. De aftrek van de bedragen besteed aan de aanschaffing van aandelen door een werknemer (article 71, § 1, 8^e, W.I.B.) wordt vanaf het aanslagjaar 1988 niet alleen toegestaan voor de aandelen uitgegeven door de vennootschap waarin de belastingplichtige tewerkgesteld is, maar tevens voor de aandelen uitgegeven door een vennootschap waarvan de vennootschap, die de betrokken tewerkstelt, een dochter- of kleindochteronderneming is in de zin van de boekhoudwetgeving en bovendien wordt die aftrek nog enkel verleend voor zover de aanschaffing van de aandelen op de primaire markt gebeurt, inzonderheid door inschrijving op nieuwe aandelen bij een kapitaalverhoging (cf. artikelen 4, 1^e, en 9, § 1, 3^e van dit ontwerp).

De aanschaffing van aandelen op de secondaire markt (b.v. aankoop op de beurs van bestaande aandelen) wordt derhalve uitgesloten.

2. Die aftrek wordt vanaf het aanslagjaar 1988 op gelijke voet geplaatst met de aftrek voor het pensioensparen, nl. 40 000 F per belastbaar tijdperk en per belastingplichtige (voorlopig evenwel beperkt tot 20 000 F, doch met de mogelijkheid om dit bedrag bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op te trekken in dezelfde mate als voor het pensioensparen — cf. artikelen 4, 2^e en 9, § 2 van dit ontwerp).

De echtgenoten worden dus als afzonderlijke belastingplichtigen beschouwd. Dit houdt in dat elk van hen enkel de sommen mag aftrekken die hij of zij besteed heeft aan de aanschaffing van aandelen van de vennootschap waarin hij of zij zelf persoonlijk tewerkgesteld is of van de vennootschap waarvan de vennootschap die hem of haar tewerkstelt, een dochter- of kleindochteronderneming is.

3. De samenvoeging van de aftrekken respectievelijk bedoeld in de artikelen 71, § 1, 8^e, en 72, § 2, W.I.B., wordt uitgesloten met ingang van het aanslagjaar 1987 (cf. artikelen 5, § 10 en 9, § 1, 1^e, van dit ontwerp).

Dit betekent dat :

— voor het aanslagjaar 1987 : wanneer de aftrek bedoeld in artikel 71, § 1, 8^e (oud), W.I.B., is toegepast (40 000 frank, verhoogd met 10 000 frank voor de echtgenoot en voor ieder andere persoon ten laste), geen der echtgenoten voor dat aanslagjaar recht heeft op de aftrek voor pensioenparen;

— vanaf het aanslagjaar 1988 : de regel van de niet-samenvoeging van de voormelde aftrekken per echtgenoot geldt; derhalve kan de man de aftrek in het kader van het Monory-bis-stelsel genieten, terwijl de vrouw de aftrek voor pensioensparen toepast of omgekeerd.

Il a été tenu compte des observations du Conseil d'Etat, sauf pour ce qui concerne les points suivants :

1^o dans l'intitulé, on a utilisé la dénomination « épargne du troisième âge ou épargne-pension »; en effet, la seule dénomination « épargne-pension » aurait pu donner l'impression que le régime nouveau est destiné à remplacer insensiblement les régimes de pensions existants, ce qui n'est nullement le cas;

2^o à la fin du dernier alinéa ajouté à l'article 32bis du C.I.R. par l'article 3 du projet, il a été précisé que le pouvoir accordé au Roi d'adapter le taux de capitalisation de 6,25 p.c. pourra se faire en fonction des modifications qui seraient apportées au taux de 4,75 p.c. prévu à l'article 28, 1^o, a, de l'arrêté royal du 5 juillet 1985 relatif à l'activité d'assurance sur la vie;

3^o dans l'article 72, § 2, alinéa 3, C.I.R., le montant maximum des versements pouvant être immunisés a été fixé d'emblée à 40 000 F; dans l'article 9 relatif à l'entrée en vigueur, il est prévu que ce montant de 40 000 F est réduit à 20 000 F mais que, par arrêté délivré en Conseil des Ministres, le Roi peut majorer ledit montant de 20 000 F;

4^o le texte de l'article 72, § 8, C.I.R., est maintenu, étant donné qu'il s'insère parfaitement dans la logique du Code des impôts sur les revenus; ce texte est d'ailleurs similaire à celui de l'article 71, par. 4, du même Code;

5^o les banques et autres associations et caisses de crédit citées à l'article 72, § 1^{er}, alinéa 2, C.I.R., sont les mêmes que celles reprises à l'article 50, alinéas 3 et 4, C.I.R., dans lesquels la loi du 29 mars 1929 et les arrêtés royaux n° 185 du 9 juillet 1935 et n° 43 du 15 décembre 1934 ne figurent pas avec leur intitulé complet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT
Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et par le Ministre des Finances, le 8 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « portant instauration d'un régime d'épargne du troisième âge », a donné le 11 décembre 1986 l'avis suivant :

Observations générales

L'avis est demandé dans le délai d'urgence prévu par l'article 84 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Dans ce bref délai, il n'a pas été possible au Conseil d'Etat, section de législation, de formuler toutes les observations de forme que la rédaction du projet justifie. Une note contenant certaines remarques de forme est annexée au présent avis.

Le projet contient quelques définitions des expressions utilisées dans un sens très spécifique. Ces définitions valent pour un seul article du Code des impôts sur les revenus. Cette restriction risque d'entraîner la confusion si les termes définis pour l'application d'un article pouvaient être utilisés dans d'autres articles avec une acceptation différente.

Il est, dès lors, conseillé qu'à l'avvenir les définitions figurent en tête du Code et qu'elles valent pour l'ensemble de celui-ci.

Le fondement légal de l'arrêté royal en projet est l'article 52 de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales, qui permet au Roi d'instaurer « un régime d'épargne-pension tendant à la constitution de pensions complémentaires et à la promotion du capital à risque ». Ce pouvoir accordé au Roi expire le 31 mars 1987, les arrêtés royaux devant être confirmé par la loi avant le 31 décembre 1987.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State, behoudens wat betreft de volgende punten :

1^o in het opschrift werd, de benaming « derdeleeftijds- of pensioensparen » gebruikt; de term « pensioensparen » alleen zou de indruk kunnen gewekt hebben dat het nieuwe stelsel bestemd is om de bestaande pensioenstelsels gaandeweg te vervangen, hetgeen geenszins het geval is;

2^o aan het einde van het laatste lid van artikel 32bis, W.I.B., ingevoegd bij artikel 3 van dit ontwerp, werd verduidelijkt dat de aan de Koning verleende macht om de kapitalisatievoet van 6,25 pct. aan te passen, zal worden aangewend in functie van de wijzigingen die zouden gebracht worden aan de technische voet van 4,75 pct., als bepaald in artikel 28, 1^o, a, van het koninklijk besluit van 5 juli 1985 betreffende de levensverzekeringsactiviteit;

3^o in artikel 72, § 2, derde lid, W.I.B., wordt het maximumbedrag van de stortingen die kunnen worden vrijgesteld op 40 000 F vastgesteld; in artikel 9, dat de inwerkingtreding bepaalt, wordt gesteld dat dit bedrag van 40 000 F wordt beperkt tot 20 000 F, maar dat de Koning, bij in Ministeraat overlegd besluit, dat bedrag van 20 000 F kan verhogen;

4^o de tekst van artikel 72, § 8, W.I.B., wordt behouden, omdat hij volledig past in de logica van het Wetboek van de inkomstenbelastingen; die tekst is trouwens gelijkaardig aan die van artikel 71, § 4, van hetzelfde Wetboek;

5^o de in artikel 72, § 1, tweede lid, W.I.B., vermelde banken en andere kredietverenigingen en -kassen, zijn dezelfde als die opgenomen in artikel 50, derde en vierde lid, W.I.B., waarin de wet van 29 maart 1929 en de koninklijke besluiten nr. 185 van 9 juillet 1935 en nr. 43 van 15 december 1934 zonder hun volledig opschrift voorkomen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT
De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 december 1986 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en door de Minister van Financiën verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot invoering van een stelsel van derdeleeftijdssparen », heeft op 11 december 1986 het volgend advies gegeven :

Voorafgaande opmerkingen

Het advies wordt gevraagd binnen de spoedtermijn die bepaald is in artikel 84 van de gecöördineerde wetten op de Raad van State.

Binnen die korte termijn heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, niet alle opmerkingen betreffende de vorm kunnen formuleren waartoe de redactie van het ontwerp aanleiding geeft. Een nota met een aantal vormopmerkingen is als bijlage bij dit advies gevoegd.

Het ontwerp bevat enkele definities van uitdrukkingen die in een zeer specifieke betekenis gebruikt worden. Die definities gelden voor één enkel artikel van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Die beperking dreigt verwarring te doen ontstaan indien de termen, omschreven met het oog op de toepassing van één artikel, in andere artikelen met een verschillende betekenis gebruikt zouden kunnen worden.

Derhalve wordt geadviseerd de definities voortaan aan het begin van het Wetboek te plaatsen, zodat ze voor het gehele Wetboek gelden.

Rechtsgrond voor het ontworpen koninklijk besluit is artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen, dat de Koning machtigt tot « het invoeren (...) van een stelsel van pensioensparen, dat strekt tot het vormen van aanvullende pensioenen en het bevorderen van het risicodragend kapitaal ». Die aan de Koning toegekende macht verstrijkt op 31 maart 1987 en de koninklijke besluiten moeten vóór 31 december 1987 door de wet bekraftigd zijn.

Le premier objectif est rencontré dans la mesure où les bénéficiaires du régime d'épargne-pension auront le choix entre une pension complémentaire (globalisée pour l'impôt des personnes physiques et donc taxée au taux marginal) ou l'allocation d'un capital (taxé forfaitairement à 16,5 %).

Le second objectif est rencontré dans la mesure où les versements d'épargne doivent être affectés à concurrence de 30 % au moins à l'achat d'actions ou de parts de sociétés belges.

Examen du texte

Intitulé

Le régime que le Roi est autorisé à instituer a été qualifié par l'article 52 de la loi précitée du 4 août 1986 d'*« épargne-pension »*. Cette dénomination légale doit être respectée dans l'arrêté d'exécution. L'intitulé doit donc être rédigé comme suit :

« Arrêté royal instaurant un régime d'épargne-pension. »

Dispositif

Article 2

L'article 19 du Code des impôts sur les revenus énumère une série de revenus mobiliers qui sont exemptés d'impôt, par le biais d'une fiction qui ne leur reconnaît pas la qualité de revenus mobiliers.

Le projet ajoute aux diverses catégories prévues les intérêts, dividendes, lots et autres revenus mobiliers, produits par les fonds d'épargne-pension.

Cette exemption ne peut être, aux termes de l'article 112, alinéa 2, de la Constitution, accordée que par le législateur.

Si le Roi a, jusqu'au 31 mars 1987, le pouvoir de fixer les conditions et modalités de l'exemption propre au régime d'épargne-pension, il ne peut se réservé le pouvoir de donner, après cette date, une portée plus ou moins grande à cette exemption. Les dispositions réglementaires doivent être limitées à des mesures de contrôle.

Il y a, dès lors, lieu de supprimer en tête de l'article 19, 10^e, en projet, les mots : « aux conditions et suivant les modalités à déterminer par le Roi et... ».

S'il convient d'attribuer au Roi le pouvoir d'imposer des mesures de contrôle, cette attribution pourrait faire l'objet d'un alinéa séparé.

Article 3

Le 1^e de l'article 32bis, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus, en projet, reprend le texte actuel.

Au 2^e, a), il faut comprendre que le montant qui sera taxé dans le chef des pensionnés correspondra à leurs versements, auxquels s'ajoutent les intérêts composés calculés forfaitairement au taux de 6,25 % l'an, quelle que soit la rentabilité réelle des sommes investies. Le boni ou le malu du produit réel des sommes versées par rapport à cet intérêt forfaitaire n'aura pas d'influence sur la taxation au moment de la prise de la pension.

Le taux forfaitaire de 6,25 % pour cent a donc une influence considérable sur le montant qui servira d'assiette au calcul de l'impôt.

Le Roi ne peut recevoir le pouvoir de modifier ce taux car cela lui permettrait de modifier la base de l'impôt ce qui, aux termes de l'article 110, § 1er, de la Constitution ne peut être fait que par une loi.

La référence au taux de capitalisation applicable en matière d'assurance sur la vie ne leverait cet obstacle que si ce taux était lui-même fixé soit par le législateur soit en fonction d'éléments objectifs échappant au pouvoir d'appréciation du Roi.

A la fin de l'alinéa ajouté à l'article 32bis du Code des impôts sur les revenus par l'article 3, 3^e, du projet, il serait utile de préciser : « ... et pour lesquels l'immunité des versements prévue à l'article 72, § 2, n'est pas obtenue ».

Article 4

Quant au 1^e :

En reproduisant le début de l'article 71, § 1er, 8^e, du Code des impôts sur les revenus, le projet omet de préciser que les parts de sociétés doivent être : « représentatives de droits sociaux ».

La finalité du projet vise l'encouragement de l'investissement dans le capital à risque, il ne suffit pas que les parts soient représentatives de droits sociaux pour satisfaire à ce critère.

De première doelstelling wordt verwezenlijkt in zover de beginstigen van het stelsel van pensioensparen de keuze zullen hebben tussen een aanvullend pensioen (samengevoegd voor de personenbelasting en dus belast tegen de marginale aanslagvoet) of de uitkeering van een kapitaal (forfaitair belast tegen 16,5 %).

De tweede doelstelling wordt verwezenlijkt in zover de spaarstortingen voor ten minste 30 % besteed moeten worden aan de aankoop van aandelen of delen van Belgische vennootschappen.

Onderzoek van de tekst

Opschrift

Het stelsel dat de Koning gemachtigd is in te voeren wordt door artikel 52 van de voormelde wet van 4 augustus 1986 « pensioensparen » genoemd. Die wettelijke benaming moet in acht worden genomen in het uitvoeringsbesluit. Het opschrift moet dan ook als volgt geredigeerd worden :

« Koninklijk besluit tot invoering van een stelsel van pensioensparen. »

Bepalend gedeelte

Artikel 2

Artikel 19 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen somt een reeks roerende inkomsten op die van belasting vrijgesteld worden via een fictie waardoor ze niet als roerende inkomsten worden aangemerkt.

Het ontwerp voegt aan de onderscheiden categorieën die aldaar zijn bepaald, de interessen, dividenden, loten en andere roerende inkomsten toe, die voortkomen van het pensioensparen.

Die vrijstelling kan luidens artikel 112, tweede lid, van de Grondwet alleen door de wetgever verleend worden.

Weliswaar heeft de Koning tot 31 maart 1987 de macht om de voorwaarden en de nadere regels vast te stellen inzake de specifieke vrijstelling voor het stelsel van pensioensparen, maar hij mag zich niet de macht toeëigenen, om, na die datum, een ruimere of beperkte inhoud te geven aan die vrijstelling. De verordningsbepalingen moeten worden beperkt tot controlemaatregelen.

Derhalve schrappe men vooraan in het ontworpen artikel 19, 10^e, de woorden « onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Koning bepaalt en ».

Behoort aan de Koning de bevoegdheid te worden opgedragen om controlemaatregelen uit te vaardigen, dan zou die opdracht in een afzonderlijk lid kunnen worden gegeven.

Artikel 3

De bepaling onder 1^e van het ontworpen artikel 32bis, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen neemt de huidige tekst over.

De bepaling onder 2^e, a), dient zo te worden verstaan dat het bedrag ten belope waarvan de gepensioneerden belast zullen worden, zal overeenstemmen met hun stortingen, vermeerderd met de samengestelde interessen, forfaitair berekend tegen de aanslagvoet van 6,25 % per jaar, ongeacht de werkelijke rentabiliteit van de geïnvesteerde bedragen. De bonus of de malus van de werkelijke opbrengst van de gestorte bedragen ten opzichte van die forfaitaire interest, zal geen invloed hebben op de aanslag op het ogenblik van de pensionering.

De forfaitaire aanslag van 6,25 % heeft dus een aanzienlijke invloed op het bedrag dat als grondslag voor de berekening van de belasting zal dienen.

De Koning mag niet de macht krijgen om die aanslagvoet te wijzigen, want dat zou Hem in staat stellen de grondslag van de belasting te wijzigen, hetgeen luidens artikel 110, § 1^e, van de Grondwet, alleen kan geschieden bij een wet.

De verwijzing naar de inzake levensverzekering toegepaste kapitalisatievoet zou dat bezwaar alleen wegnemen indien die kapitalisatievoet zelf vastgesteld werd hetzij door de wetgever, hetzij op grond van objectieve gegevens die buiten de beoordelingsbevoegdheid van de Koning vallen.

Aan het slot van het lid waarmee artikel 3, 3^e, van het ontwerp artikel 32bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aanzit, zou het nuttig zijn de volgende precisering toe te voegen : « ... en waarvoor de in artikel 72, § 2, bedoelde vrijstelling van de stortingen niet werd verkregen ».

Artikel 4

De bepaling onder 1^e :

Bij het overnemen van het begin van artikel 71, § 1, 8^e, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen preciseert het ontwerp niet dat het, behalve om aandelen, moet gaan om « bewijzen van deelgerechtigheid ».

Aangezien het ontwerp er in zijn uiteindelijke doelstelling toe strekt de investering in risicodragend kapitaal aan te moedigen, is het derhalve niet voldoende dat het gaat om bewijzen die bewijzen van deelgerechtigheid zijn.

Ce qui est important, c'est que les parts représentent une fraction du capital, à l'inverse de certaines autres formes d'action comme par exemple les parts de fondateurs ou les actions de jouissance qui donnent droit à une part des bénéfices mais aucun droit sur le capital en cas de partage.

Il est dès lors proposé d'écrire : « ... d'actions ou parts, représentatives d'une fraction du capital, émises par une société ... ».

Quant au 2^e :

Le texte prévoit que la déduction est limitée à 20 000 F par « conjoint ». Pris à la lettre, ce texte écarte les personnes non mariées. Telle n'est pas l'intention. Toutefois, il convient de faire apparaître que chaque conjoint a droit à la déduction des 20 000 F, même si le fisc n'entend pas reconnaître à chaque conjoint la qualité d'être un contribuable séparé.

Le texte suivant est proposé :

« La déduction prévue au § 1er, 8^e, est limitée à 20 000 F par période imposable. Chaque conjoint qui réunit personnellement les conditions énoncées à ce § 1er, 8^e, peut en bénéficier. »

Article 5

A l'article 72, § 1er, 1^e et 2^e, en projet, le mot « tenues » peut être supprimé sans inconvenient.

Au même article, § 1er, 2^e, le terme « disponibilités » ne donne pas une idée exacte de la situation car le contribuable ne peut disposer de son épargne qu'à l'échéance du contrat.

Il est proposé de remplacer les mots : « les disponibilités en compte entretenues par un contribuable » par les mots « les sommes conservées en compte par un contribuable ». Dans la suite du texte, le mot « disponibilités » doit être remplacé par « sommes ».

Au même article, § 1er, 3^e, on pourrait éviter, dans la deuxième phrase, la répétition d'une lourde référence en écrivant : « Cette entreprise ne peut, pour chacun de ces contribuables, conclure ... ».

Dans le même article 72, § 1er, alinéa 3, en projet, il n'est pas nécessaire de citer « les agents de change visés au livre Ier, titre V, chapitre 1er, du Code de commerce ». Il suffit de dire : « les agents de change établis en Belgique ».

Dans le même article, § 1er, alinéa 4, les mots « visée au § 3, alinéa 1er, 1^e, a » sont surabondants.

Le texte suivant est proposé pour l'article 72, § 2, alinéa 2, en projet :

« Le montant de ces versements est limité à 20 000 F par période imposable et par contribuable, sans égard à ses revenus imposables. Chaque conjoint qui réunit les conditions prévues peut bénéficier de la déduction pour autant qu'il soit personnellement titulaire d'un compte-épargne ou d'une assurance-épargne. »

Dans le même article 72, § 2, alinéa 3, il est prévu que le Roi pourra majorer le montant des versements immunisés jusqu'à un maximum de 40 000 F. Aucune ligne directrice ne Lui est imposée. L'attribution d'un tel pouvoir, qui permettrait au Roi d'accroître l'exemption fiscale même après l'expiration du délai fixé par la loi du 4 août 1986, est en contradiction avec l'article 112, alinéa 2, de la Constitution. En outre, la majoration décidée par un arrêté royal ordinaire ne serait pas soumise à la confirmation législative.

Subsidiairement, on observe que, selon le projet, la majoration des versements immunisés, qui serait mise en vigueur par arrêté royal, ne serait pas applicable aux personnes qui peuvent prétendre à une pension à charge de l'Etat, des provinces, ... des communes, ... etc.

Les agents des Communautés et des Régions ne seraient donc pas concernés par cette exclusion d'une partie des avantages fiscaux et bénéficieraient d'une situation privilégiée injustifiée.

Dans le même article 72, § 3, alinéa 1er, 2^e, du Code des impôts sur les revenus, le texte prévoit que la déduction des versements n'est accordée qu'à la condition que les avantages soient stipulés :

a) en cas de vie, au profit du contribuable lui-même,

(et)

b) en cas de décès, au profit du conjoint ou des parents jusqu'au deuxième degré du contribuable.

Bien que le texte ne le montre pas clairement, ces deux conditions sont, selon le fonctionnaire délégué, cumulatives.

Waar het op aankomt is, dat de bedoelde bewijzen een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen, in tegenstelling met bepaalde andere vormen van aandelen zoals bijvoorbeeld de oprichtersbewijzen of de winstbewijzen die wel recht geven op een deel van de winst, maar geen enkel recht op het kapitaal in geval van verdeling.

Derhalve wordt voorgesteld te schrijven : « ... van aandelen of delen die een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen, uitgegeven door een vennootschap... ».

De bepaling onder 2^e :

De tekst bepaalt dat de aftrek beperkt wordt tot 20 000 F per « echtgenoot ». Naar de letter opgevat, laat die tekst de ongehuwden buiten beschouwing. Zulks is niet de bedoeling. Men dient evenwel later uitkommen dat elke echtgenoot recht heeft op de aftrek van 20 000 F, ook al ligt het niet in de bedoeling van de fiscus om elke echtgenoot als een afzonderlijke belastingplichtige te erkennen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

« De in § 1, 8^e, bedoelde aftrek is beperkt tot 20 000 F per belastbaar tijperk. Iedere echtgenoot die de in die § 1, 8^e, gestelde voorwaarden persoonlijk vervult, komt ervoor in aanmerking. »

Artikel 5

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 72, § 1, 1^e en 2^e, kan het woord « tenues » zonder bezwaar worden weggelaten.

In de Franse tekst van hetzelfde artikel, § 1, 2^e, geeft de term « disponibilités » de feitelijke toestand niet exact weer, aangezien de belastingplichtige eerst na de vervaldag van het contract over zijn spaargeld kan beschikken.

Voorgesteld wordt, de woorden « de in rekening aangehouden gelden », te vervangen door de woorden « de op rekening gehouden bedragen ». Verderop in de tekst schrijve men « en die bedragen » in plaats van « en die aangehouden gelden ».

In hetzelfde artikel, § 1, 3^e, zou men in de tweede volzin, de herhaling van een omslachtige verwijzing kunnen vermijden, en schrijven : « Die onderneming mag voor ieder van die belastingplichtigen, slechts ... ».

In hetzelfde ontworpen artikel 72, § 1, derde lid, behoeft niet te worden verwezen naar « de in Boek I, titel V, hoofdstuk I, van het Wetboek van Koophandel, bedoelde wisselagenten ». Men kan volstaan met de woorden : « de in België gevestigde wisselagenten ».

In hetzelfde artikel, § 1, vierde lid, zijn de woorden « in § 3, eerste lid, 1^e, a, bedoelde » overtollig.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 72, § 2, tweede lid :

« Het bedrag van die stortingen is beperkt tot 20 000 F per belastbaar tijperk en per belastingplichtige, ongeacht zijn belastbaar inkomen. Iedere echtgenoot die de gestelde voorwaarden vervult, komt voor in aanmerking voor zover hij persoonlijk houder is van een spaarrekening of van een spaarverzekering. »

In hetzelfde artikel 72, § 2, derde lid, wordt bepaald dat de Koning het bedrag van de vrijgestelde stortingen kan verhogen tot ten hoogste 40 000 F. Er wordt Hem geen enkel richtsnoer voorgeschreven. De toekennung van een dergelijke bevoegdheid, op grond waarvan de Koning de belastingvrijstelling zelfs na het verstrijken van de door de wet van 4 augustus 1980 vastgestelde termijn zou kunnen verhogen, is strijdig met artikel 112, tweede lid, van de Grondwet. Bovendien zou een bij gewoon koninklijk besluit vastgestelde verhoging niet onderworpen zijn aan bekrachtiging door de wetgever.

In bijkomende orde valt op te merken dat volgens het ontwerp de verhoging van de vrijgestelde stortingen, die bij koninklijk besluit zou worden ingevoerd, niet van toepassing zou zijn voor personen die aanspraak kunnen maken op een pensioen ten laste van de Staat, de provincies, ... de gemeenten, ... enz.

Die ontzegging van een deel van de fiscale voordeelen zou niet gelden voor de ambtenaren van de Gemeenschappen en Gewesten; deze zouden daardoor in een niet te verantwoorden bevoordeerde positie komen te staan.

Hetzelfde artikel 72, § 3, eerste lid, 2^e, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalt dat de aftrek van de stortingen slechts wordt toegestaan op voorwaarde dat de voordeelen bedongen zijn :

a) in geval van leven, ten bate van de belastingplichtige zelf;

(en)

b) in geval van overlijden, ten bate van de echtgenoot of van de bloedverwanten tot de tweede graad van de belastingplichtige.

Hoewel dit niet duidelijk uit de tekst blijkt, zijn die beide voorwaarden volgens de gemachtigde ambtenaar cumulatief.

On peut se demander si l'enfant unique, qui n'a plus ses parents, pourrait se constituer une pension complémentaire par le système du compte-épargne, bien qu'il n'ait pas un parent au deuxième degré. Cette exclusion serait totalement étrangère au but poursuivi par le législateur. Une solution devrait être trouvée.

Dans le même article 72, § 3, alinéa 1er, 2^e, le fonctionnaire délégué a précisé que les deux conditions devaient être stipulées au moment de la souscription du contrat. Cette précision devrait figurer dans le texte.

L'article 72, § 3, alinéa 3, en projet, pourrait être allégé ainsi qu'il suit :

« Les institutions et entreprises visées au paragraphe 1er sont tenues d'informer le Ministre des Finances :

a) de l'ouverture d'un compte-épargne ou de la souscription d'une assurance-épargne;

b) du montant annuel des versements effectués par leur titulaire. »

A l'article 72, § 4, en projet, il n'apparaît pas opportun d'utiliser le détour d'un engagement pour imposer aux sociétés de gestion d'un fonds commun de placement le respect de la répartition entre les divers investissements admis. Il est plus simple d'en faire une obligation légale, d'autant que les fonds communs de placement doivent être agréés pour leur activité dans le domaine de l'épargne-pension.

Il est dès lors proposé de supprimer dans la phrase introductory les mots « de prendre et de respecter l'engagement ». »

Comme il a été proposé précédemment, il convient, au 1^o du même paragraphe 4, de citer les « actions au parts, représentatives d'une fraction du capital » si l'on veut exclure certaines formes d'actions comme, par exemple, les parts de fondateurs ou les actions de jouissance.

Au 2^o du même paragraphe 4, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle les obligations éventuellement émises par les Communautés et les Régions ne sont pas retenues.

L'article 72, § 4, alinéa 1er, 6^e, en projet, prévoit que les actifs pourront être conservés en avoirs en compte en francs belges, à concurrence de 10 p.c. au plus.

L'alinéa 2 du même paragraphe 4 prévoit que ce pourcentage se calcule aux dates d'acquisition des titres en cause.

En vertu du paragraphe 5, ce maximum de 10 p.c. des avoirs en compte s'imposera également à la personne qui préfère gérer elle-même son compte-épargne individuel.

Un problème pourra se poser en cas de remboursement d'emprunts, venus à échéance ou anticipativement lorsque l'emprunteur s'est réservé cette faculté, ou en cas de vente de titres. Il se produira inévitablement une période au cours de laquelle les avoirs en compte pourront dépasser les 10 p.c. imposés. En effet un investissement immédiat n'est pas toujours possible ni, dans certains cas, souhaitable. Ce problème sera résolu pour autant que le délai visé au paragraphe 5, alinéa 6, concerne également le remplacement des sommes ainsi produites.

L'article 72, § 5, alinéa 5, en projet, qui prévoit le dépôt à découvert des valeurs mobilières représentatives du compte-épargne individuel ne paraît pas en harmonie avec le paragraphe 1er, alinéa 1er, 2^e, du même article, qui prévoit que lesdites valeurs mobilières font l'objet d'inscriptions nominatives.

Dès lors le paragraphe 5, alinéa 5, devrait être soit supprimé soit modifié.

L'article 72, § 5, alinéa 6, en projet, prévoit que l'affectation aux investissements dans les proportions prévues au paragraphe 4 doit s'effectuer dans les trente jours qui suivent le versement ou la mise à la disposition des sommes. Ce dernier mot comprend normalement les intérêts, dividendes, remboursements ou produits de vente.

Le délai de trente jours paraît trop court, spécialement si les intérêts, dividendes ou remboursements sont inscrits au compte de l'intéressé pendant une période de vacances.

Pour le réinvestissement des revenus du compte-épargne individuel, les valeurs mobilières indiquées au paragraphe 4, alinéa 1er, 5^e, sont exclues. On n'apprécie pas les raisons de cette exclusion, qui n'est pas imposée aux comptes-épargne collectifs, qui est susceptible d'entraîner des complications. Elle devrait être justifiée dans le rapport au Roi.

Men kan zich afvragen of iemand die enig kind is en wiens ouders overleden zijn, door middel van een spaarrekening een aanvullend pensioen zou kunnen vormen, ook al is hij niet gehuwd en heeft hij geen bloedverwant tot in de tweede graad. Een dergelijke uitsluiting zou volkomen vreemd zijn aan het door de wetgever beoogde doel. Hier voor zou een oplossing moeten worden gevonden.

Naar de gemachttige ambtenaar heeft verklaard, moeten de in hetzelfde artikel 72, § 3, eerste lid, 2^e, gestelde twee voorwaarden worden bedongen op het ogenblik waarop het contract wordt gesloten. Die verduidelijking zou in de tekst zelf moeten staan.

Het ontworpen artikel 72, § 3, derde lid, zou leesbaarder zijn in de volgende redactie :

« De in paragraaf 1 bedoelde instellingen en ondernemingen zijn ertoe gehouden de Minister van Financiën in kennis te stellen :

a) van de opening van een spaarrekening of van het aangaan van een spaarverzekering;

b) van het jaarbedrag van de stortingen die de houder ervan heeft gedaan. »

In het ontworpen artikel 72, § 4, lijkt het niet aangewezen een omweg te maken via een verbintenis om de beheermaatschappijen van een gemeenschappelijk beleggingsfonds te verplichten de verdeling over de verschillende gecoorloofde investeringen na te leven. Het is eenvoudiger hiervan een wettelijke verplichting te maken, te meer daar de gemeenschappelijke beleggingsfondsen voor hun activiteit op het gebied van het pensioensparen erkenning behoeven.

Derhalve wordt voorgesteld in de volzin die de paragraaf inleidt, de woorden de verbintenis aangaan en naleven om *, alsook het woordje te weg te laten.

Zoals hierboven is voorgesteld, zou in 1^o, van dezelfde paragraaf 4 het begrip « aandelen of delen die een fractie van het kapitaal vertegenwoordigen » moeten worden vermeld indien men bepaalde soorten van aandelen, zoals bijvoorbeeld oprichtersbewijzen of winstbewijzen wil uitsluiten.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in 2^o van dezelfde paragraaf 4 obligaties die eventueel door de Gemeenschappen of de Gewesten worden uitgegeven niet in aanmerking komen.

Het ontworpen artikel 72, § 4, eerste lid, 6^e, bepaalt dat de activa tot het bedrag van ten hoogste 10 pct. in te goeden op een rekening in Belgische frank gehouden zullen mogen worden.

Het tweede lid van dezelfde paragraaf 4 bepaalt dat dit percentage wordt berekend op de data waarop de bedoelde effecten worden aangeschaft.

Krachtens paragraaf 5 zal dat maximum van 10 pct. van de tegoeden op rekening eveneens gelden voor degene die verkiest zelf zijn individuele spaarrekening te beheren.

Een probleem zal kunnen rijzen als leningen worden terugbetaald, op de vervaldag, of vervroegd, wanneer de lener zich dat recht heeft voorbehouden of in geval van verkoop van effecten. Er zal zich onvermijdelijk een periode voordoen waarin de tegoeden op rekening meer zullen kunnen bedragen dan de opgelegde 10 pct. Onmiddellijke belegging is immers niet altijd mogelijk en in sommige gevallen niet wenselijk. Het probleem zou worden opgelost door de in paragraaf 5, zesde lid, genoemde termijn eveneens betrekking te laten hebben op de wederbelegging van de aldus opgebrachte bedragen.

Het ontworpen artikel 72, § 5, vijfde lid, hetwelk bepaalt dat de roerende waarden ter vertegenwoordiging van de individuele spaarrekening in open bewaring moeten worden gegeven, lijkt niet in overeenstemming te zijn met paragraaf 1, eerste lid, 2^e, van hetzelfde artikel, waarin wordt bepaald dat de genoemde roerende waarden op naam worden ingeschreven.

Derhalve zou paragraaf 5, vijfde lid, moeten vervallen of moeten worden gewijzigd.

Het ontworpen artikel 72, § 5, zesde lid, bepaalt dat de belegging in de verhoudingen als bepaald in paragraaf 4, dient te geschieden binnen de dertig dagen die volgen op de storting of de terbeschikkingstelling van de sommen. Dit laatgenoemde woord omvat normalerwijze de interessen, dividenden, terugbetalingen of opbrengsten van de verkoop.

De termijn van dertig dagen lijkt te kort, vooral wanneer de interessen, dividenden of terugbetalingen tijdens een vakantieperiode op de rekening van de belanghebbende worden geboekt.

Wat betreft de wederbelegging van de inkomsten uit de individuele spaarrekening worden de in paragraaf 4, eerste lid, 5^e, vermelde roerende waarden uitgesloten. De redenen van die uitsluiting, die niet wordt opgelegd voor de collectieve spaarrekening en die moeilijkheden kan veroorzaken, zijn niet duidelijk. De bewuste uitsluiting zou in het verslag aan de Koning moeten worden verantwoord.

Les alinéas 6 et 7 de l'article 72, § 5, en projet, devraient logiquement permute.

Le texte suivant est proposé pour ces deux alinéas :

« Les revenus du compte-épargne individuel, les remboursements et les produits des ventes de valeurs mobilières doivent, sous déduction des charges, être intégralement réinvestis dans les valeurs et compte prévus au paragraphe 4, alinéa 1er, à l'exclusion ...

L'affection visée à l'alinéa 1er doit s'effectuer dans les trente jours qui suivent chaque versement. Celle qui est visée à l'alinéa 6 doit s'effectuer dans les ... mois qui suivent la mise à disposition des sommes. »

L'article 72, § 7, alinéa 1er, en projet, pourrait être rédigé comme suit :

« La déduction des montants versés, prévue au paragraphe 2, est opérée sur les revenus de la période imposable au cours de laquelle ont eu lieu les versements. »

A l'article 72, § 8, en projet, l'ordre dans lequel s'opère la déduction par rapport aux différentes catégories de revenus peut avoir une influence sur la cotisation fiscale. Pour éviter que le pouvoir exécutif puisse ainsi influencer le montant de l'impôt, il conviendrait que les modalités suivant lesquelles s'opère la déduction soient fixées par l'arrêté en projet. Il pourrait, par exemple, être prévu soit que la déduction s'opère dans l'ordre le plus favorable au bénéficiaire, soit en proportion des divers revenus.

La finale de l'article 72, § 9, en projet, serait plus clairement rédigée comme suit :

« ... partie quelconque, donnent lieu à taxation, conformément à l'article 32bis. »

Article 6

A l'article 93, § 4, 3^e, en projet, il est proposé d'écrire :

« 3^e que chaque versement demeure investi pendant au moins cinq ans. »

Article 7

L'article 164, alinéa 2, e, en projet, prévoit *in fine*, que le Roi « fixe annuellement les bases de la perception du précompte mobilier ». Depuis que le précompte mobilier est devenu libétaire, il équivaut, dans la plupart des cas, à l'impôt qui est dû. Le Roi ne peut dès lors recevoir le pouvoir de déterminer les bases de l'impôt. Il s'agit là, en vertu de l'article 110 de la Constitution, d'une prérogative réservée au législateur.

Article 8

A l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1957, il conviendrait d'ajouter les mots « de ceux-ci ».

La finale du paragraphe 2 se lirait désormais comme suit :

« ... la constitution et la gestion ou l'administration des fonds communs de placement belges ainsi que la souscription et le remboursement des parts de ceux-ci. »

Article 9

Le pouvoir accordé au Roi par l'article 52 de la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales ne Lui permet pas d'apporter une dérogation aux articles 1408 et suivants du Code judiciaire, qui déterminent les biens qui ne peuvent être saisis. L'article 9 du projet doit donc être omis.

Article 10 (devenant l'article 9)

Dans la mesure où cet article aurait pour objet de modifier le concept de « revenu imposable à l'impôt des personnes physiques », il porterait atteinte à l'application des lois qui se réfèrent à cette notion. Cette modification de la portée d'une référence ne répond pas à l'habilitation du pouvoir contenu dans l'article 52 de la loi du 4 août 1986.

Toutefois, rien n'interdit de prévoir que les certificats délivrés par l'administration indiquent une certaine décomposition du revenu en faisant état d'une déduction consentie.

Le texte suivant est proposé pour l'article :

« Article 9. Dans les cas où l'administration des contributions directes est appelée à délivrer un document certifiant le revenu imposable en vue de l'obtention d'un subside, d'une indemnité, d'une bourse, d'une prime ou d'un quelconque avantage pour des raisons économiques ou sociales, ce document indique séparément le montant du revenu taxable et celui des déductions opérées en vertu de l'article 72, § 2, du Code des impôts sur les revenus. »

Het zesde en het zevende lid van het ontworpen artikel 72, § 5, zouden logischerwijze in omgekeerde volgorde moeten komen.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor die twee leden :

« De inkomen uit de individuele spaarrekening, de terugbetaalingen en de opbrengsten van de verkoop van roerende waarden moeten, na aftrek van de lasten, volledig herbelegd worden in de waarden en de rekening bedoeld in paragraaf 4, eerste lid, met uitsluiting ...

De in het eerste lid bedoelde belegging moet geschieden binnen de dertig dagen die volgen op elke storting. Die welke in het zesde lid is bedoeld, moet geschieden binnen de ... maanden die volgen op de terbeschikkingstelling van de bedragen. »

Het ontworpen artikel 72, § 7, eerste lid, zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

« De in paragraaf 2 bedoelde aftrek van de gestorte bedragen wordt verricht op de inkomen over het belastbaar tijdperk waarin ontstonden hebben plaatsgehad. »

In het ontworpen artikel 72, § 8, kan de volgorde waarin de aftrekken aanzien van de verschillende categorieën van inkomen geschiedt, een invloed hebben op de belastingaanslag. Om te vermijden dat de uitvoerende macht op die manier het bedrag van de belasting zou kunnen beïnvloeden, zouden de nadere regels volgens welke de aftrek verricht wordt, in het ontworpen besluit moeten worden vastgesteld. Zo zou bijvoorbeeld bepaald kunnen worden dat de aftrek verricht wordt ofwel in de volgorde die het gunstigst is voor de gerechtigde, ofwel in verhouding tot de verschillende inkomen.

Het slot van het ontworpen artikel 72, § 9, zou duidelijker zijn indien het als volgt werd gesteld :

« ... alsook enigerlei gedeeltelijke overdracht, geven aanleiding tot het heffen van belasting, overeenkomstig artikel 32bis. »

Artikel 6

Er wordt voorgesteld in het ontworpen artikel 93, § 4, 3^e, te schrijven :

« 3^e dat elke storting gedurende ten minste vijf jaar belegd blijft. »

Artikel 7

Aan het slot van het ontworpen artikel 164, tweede lid, e, wordt bepaald dat de Koning « jaarlijks de grondslagen waarop de roerende voorheffing wordt geheven, (vaststelt) ». Sedert de roerende voorheffing bevrijdend is geworden, staat zij in de meeste gevallen gelijk met de verschuldigde belasting. De Koning mag derhalve niet bevoegd worden gemaakt om de grondslagen van de belasting te bepalen. Krachtens artikel 110 van de Grondwet is dit een prerogatief van de wetgever.

Artikel 8

In artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1957 zouden de woorden « van die beleggingsfondsen » moeten worden toegevoegd.

Het slot van paragraaf 2 zou voortaan als volgt luiden :

« ... de oprichting en het beheer of de administratie van de Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen alsmede de inschrijving op en de terugbetaling van de delen van die beleggingsfondsen. »

Artikel 9

De bevoegdheid die bij artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen aan de Koning is verleend, veroorlooft Hem niet te voorzien in een afwijking van de artikelen 1408 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, welke artikelen bepalen welke goederen niet in beslag kunnen worden genomen. Artikel 9 van het ontwerp moet dus vervallen.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt)

Voor zover dit artikel de wijziging van het begrip « in de personenbelasting belastbaar inkomen » tot doel zou hebben, zou het afsbreken doen aan de toepassing van de wetten die naar dat begrip verwijzen. Die wijziging van de strekking van een verwijzing strookt niet met de toekenning van bevoegdheid die vervat is in artikel 52 van de wet van 4 augustus 1986.

Niets verbiedt evenwel te bepalen dat de door de administratie uitgereikte getuigschriften een zekere uitsplitsing van het inkomen te zien geven, doordat gewag wordt gemaakt van een toegestane aftrek.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het artikel :

« Artikel 9. In de gevallen waarin de administratie der directe belastingen een stuk moet uitreiken dat het belastbaar inkomen bevestigt, met het oog op het verkrijgen van een toelage, een vergoeding, een beurs, een premie of enig ander voordeel om economische of sociale redenen, vermeldt dat stuk afzonderlijk het bedrag van het belastbaar inkomen en dat van de aftrek, verricht krachtens artikel 72, § 2, van het Wetboek van de inkomenbelastingen. »

Article 11 (devenant l'article 10)

Le paragraphe 1er, 2^e et 4^e, donne aux articles 2 et 6 du projet une portée rétroactive qui paraît sans objet.

Il est proposé d'écrire les deux fois :

« ... à partir du jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*. »

NOTE CONTENANT DES REMARQUES DE FORME**Préambule****Alinéa 2 :**

Selon l'usage, il convient d'indiquer, pour chaque article que le projet tend à modifier, les modifications expresses que le texte a déjà subies antérieurement.

L'alinéa 2 devrait, en principe, être rédigé comme suit :

« Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 6, modifié par la loi du 27 décembre 1984, l'article 19, modifié par les lois des 28 décembre 1983, 27 décembre 1984 et 4 août 1986, et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'arrêté royal du 12 août 1985, l'article 32bis, inséré par la loi du 5 janvier 1976 et modifié par les lois des 5 janvier 1976 et 27 décembre 1984, l'article 71, modifié par les lois des 15 juillet 1968, 18 mai 1972, 12 juillet 1976, 3 novembre 1976, 19 juillet 1979, 8 août 1980, 2 juillet 1981, 28 décembre 1983, 27 décembre 1984, 1er août 1985, 4 août 1986, par l'arrêté royal n° 9 du 18 avril 1967 et par l'arrêté royal du 27 décembre 1976 (x), l'article 93, modifié par les lois des 15 juillet 1968, 25 juin 1973, 5 janvier 1976, 3 novembre 1976, 22 décembre 1977, 4 août 1978, 28 décembre 1983, 27 décembre 1984 et par les arrêtés royaux n° 2 du 15 février 1982 et n° 29 du 30 mars 1982, et l'article 164, modifié par la loi des 15 juillet 1968, 25 juin 1973, 3 novembre 1976 et 19 juillet 1979; ».

Dispositif

L'usage recommande de rappeler dans la phrase liminaire les modifications expresses que l'article a déjà subies et qui sont encore en vigueur.

Article 2

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

« L'article 19 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 28 décembre 1983, par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1984, par l'article 3 de la loi du 4 août 1986, et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1985, est complété comme suit : ».

Article 3

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

« A l'article 32bis du même Code, inséré par l'article 19 de la loi du 5 janvier 1976 et modifié par l'article 37 de la même loi, et par l'article 3 de la loi du 27 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes : ».

Dans l'alinéa 1er de l'article 32bis en projet, rien n'empêche d'utiliser à la place de l'enumeration en 1^e, 2^e, a, et 2^e, b, l'enumeration usuelle 1^e, 2^e, 3^e, qui serait plus claire lorsqu'il faudra y faire référence.

Par ailleurs, l'alinéa 1er, 2^e, en projet, comporte une phrase qui vient interrompre l'enumeration. Cette phrase devrait constituer un alinéa distinct placé après l'alinéa 2 du texte actuel.

Le projet remplace dans l'article 32bis, alinéa 2, les mots « Ces revenus » par « Les revenus visés à l'alinéa 1er, 1^e ».

Par ailleurs, l'article 3 devrait être complété par un 3^e rédigé comme suit :

« 3^e dans l'alinéa 3, les mots « visés à l'alinéa précédent » sont remplacés par le mots « visés à l'alinéa 2 ». Le 3^e du texte en projet devient donc le 4^e. »

Article 5

Pour l'article 72, § 1er, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait utiliser l'enumeration en 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e.

Au a, devenant le 1^e, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 doit être cité avec son intitulé complet : « ... sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs ». La même remarque vaut au d, devenant le 4^e, pour la loi du 29 mars 1929 « sur la garantie de bonne fin du crédit à l'outillage artisanal ».

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt)

Paragraaf 1, 2^e en 4^e, verleent aan de artikelen 2 en 6 van het ontwerp een terugwerkende kracht die onnodig blijkt.

Voorgesteld wordt te schrijven :

« ... met ingang van de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. »

NOTA MET OPMERKINGEN OVER DE VORM**Aanhef****Tweede lid :**

Het is gebruikelijk voor elk artikel dat het ontwerp beoogt te wijzigen, de uitdrukkelijke wijzigingen te vermelden die al eerder in de tekst aangebracht zijn.

Het tweede lid zou, in beginsel, als volgt moeten worden gesteld :

« Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 27 december 1984, op artikel 19, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1983, 27 december 1984 en 4 augustus 1986, en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, op artikel 32bis, ingevoegd door de wet van 5 januari 1978 en gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1978 en 27 december 1984, op artikel 71, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1968, 18 mei 1972, 12 juli 1976, 3 november 1970, 19 juli 1979, 8 augustus 1980, 2 juli 1981, 28 december 1983, 27 december 1984, 1 augustus 1985, 4 augustus 1986, bij het koninklijk besluit nr. 9 van 18 april 1987 en bij het koninklijk besluit van 27 december 1976 (x), op artikel 93, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1968, 25 juni 1973, 5 januari 1976, 3 november 1976, 22 december 1977, 4 augustus 1978, 28 december 1983, 27 december 1984 en bij de koninklijke besluiten nr. 2 van 15 februari 1982 en nr. 29 van 30 maart 1982, en op artikel 164, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1968, 25 juni 1973, 3 november 1976 en 19 juli 1979; ».

Bepalend gedeelte

Het gebruik wil dat in de inleidende volzin melding wordt gemaakt van de uitdrukkelijke wijzigingen die in het artikel reeds aangebracht zijn en die nog van kracht zijn.

Artikel 2

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

« Artikel 19 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 28 december 1983, bij artikel 2 van de wet van 27 december 1984, bij artikel 3 van de wet van 4 augustus 1986 en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, wordt aangevuld als volgt : ».

Artikel 3

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden gesteld :

« In artikel 32bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 19 van de wet van 5 januari 1978 en gewijzigd bij artikel 37 van dezelfde wet en bij artikel 3 van de wet van 27 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ».

In het eerste lid van het ontworpen artikel 32bis belet niets dat in de plaats van de nummering met 1^e, 2^e, a, en 2^e, b, de gebruikelijke nummering 1^e, 2^e, 3^e, wordt gevuld, welke duidelijker zou zijn wanneer naar de aldaar opgenomen bepalingen dient te worden verwzen.

Anderzijds bevat het ontworpen eerste lid, 2^e, een volzin die de opsomming komt onderbreken. Die volzin zou een afzonderlijk lid moeten vormen dat volgt op het derde lid van de huidige tekst.

Het ontwerp vervangt in artikel 32bis, tweede lid, de woorden « Deze inkomsten » door « De in het eerste lid, 1^e, bedoelde inkomsten ».

Artikel 3 zou aangevuld moeten worden met een 3^e luidend als volgt :

« 3^e in het derde lid zijn de woorden « in het vorig lid genoemde », vervangen door de woorden « in het tweede lid genoemde ». Het 3^e van de ontworpen tekst wordt dan ook 4^e. »

Artikel 5

Voor het ontworpen artikel 72, § 1, tweede lid, kan beter worden gewerkt met de nummering 1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e.

In de bepaling onder a, die 1^e wordt, dient het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 met zijn volledig opschrift te worden aangehaald : « ... op de bankcontrole en het uitgifteregeime voor titels en effecten ». Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling onder d, die 4^e wordt, wat betreft de wet van 29 maart 1929 « op de waarborg van goed verloop van het krediet aan de ambachtsbewerktuiging ».

(x) On pourrait aussi écrire plus brièvement : « ... l'article 71, § 1er, 8^e, et § 2, alinéa 4, inséré par la loi du 28 décembre 1983. »

(x) Men zou ook korter kunnen schrijven : « ... op artikel 71, § 1, 8^e, en § 2, vierde lid, ingevoegd door de wet van 28 december 1983. »

Il en va de même au e, devenant le 5^e, de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 : « ... relatif au contrôle des sociétés de capitalisation ».

Au paragraphe 4, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait écrire « alinéa 1er » au lieu de « alinéa précédent ».

Article 6

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

« A l'article 93 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le paragraphe 1er, 2^o, modifié par l'article 14 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 8 de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 3 de l'arrêté royal n° 2 du 15 février 1982, par l'article 8 de l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, par l'article 16 de la loi du 28 décembre 1983 et par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1984, est complété comme suit :

« i) ... (la suite comme au projet).

2^o Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, modifié par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1984, les mots ... (la suite comme au projet).

3^o ... (comme au projet, en tenant compte de la modification proposée dans l'avis, au 3^o du paragraphe 4).

Article 7

La phrase liminaire doit être complétée comme suit : « ..., modifié par l'article 60 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 26 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 24 de la loi du 19 juillet 1979, ... ».

La Chambre était composée de :

MM. J. Ligot, président de chambre; J.-J. Stryckmans et P. Martens, conseillers d'Etat; Mme M. Van Gerrewey, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. G. Piquet, premier auditeur.

Le président,
J. LIGOT.

Le greffier,
M. VAN GERREWEY.

22 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales, notamment l'article 52;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 6, modifié par la loi du 27 décembre 1984, l'article 19, modifié par les lois des 28 décembre 1983, 27 décembre 1984 et 4 août 1986 et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'arrêté royal du 12 août 1985, l'article 32bis, inséré par la loi du 5 janvier 1976 et modifié par les lois des 5 janvier 1976 et 27 décembre 1984, l'article 71, par. 1er, 8^o, et par. 2, alinéa 4, inséré par la loi du 28 décembre 1983, l'article 93, modifié par les lois des 15 juillet 1986, 25 juin 1983, 5 janvier 1976, 3 novembre 1976, 22 décembre 1977, 4 août 1978, 28 décembre 1983, 27 décembre 1984 et par les arrêtés royaux n° 2 du 15 février 1982 et n° 29 du 30 mars 1982, et l'article 184, modifié par les lois des 15 juillet 1986, 25 juin 1973, 3 novembre 1976 et 19 juillet 1979;

Vu la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre, notamment les articles 1er et 3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 6 du Code des impôts sur les revenus, modifié par l'article 1er de la loi du 27 décembre 1984, les mots « visées à l'article 71 » sont remplacés par les mots « visées aux articles 71 et 72 ».

Dit geldt eveneens voor de bepaling onder e, die 5^e wordt, wat betreft het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 : « ... betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen ».

In de ontworpen paragraaf 4, tweede lid, schrijve men « eerste lid » in plaats van « vorig lid ».

Artikel 6

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

« Artikel 6. In artikel 93 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Paragraaf 1, 2^o, gewijzigd bij artikel 14 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 8 van de wet van 22 december 1977, bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 2 van 15 februari 1982, bij artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982, bij artikel 16 van de wet van 28 december 1983 en bij artikel 17 van de wet van 27 december 1984, wordt aangevuld als volgt :

« i) ... (voorts zoals in het ontwerp).

2^o In paragraaf 2, eerste lid, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp).

3^o ... (zoals in het ontwerp, rekening houdend met de wijziging die in het advies voorgesteld is voor 3^o van paragraaf 4).

Artikel 7

De inleidende volzin moet worden aangevuld als volgt : « ..., gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 26 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 24 van de wet van 19 juli 1979, ... ».

De Kamer was samengesteld uit :

De heren J. Ligot, kamervoorzitter; J.-J. Stryckmans en P. Martens, staatsraden; Mevr. M. Van Gerrewey, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer G. Piquet, eerste auditeur.

De voorzitter,
J. LIGOT.

De griffier,
M. VAN GERREWEY.

22 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 27 december 1984, op artikel 19, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1983, 27 december 1984 en 4 augustus 1988, en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, op artikel 32bis, ingevoegd bij de wet van 5 januari 1976 en gewijzigd bij de wetten van 5 januari 1976 en 27 december 1984, op artikel 71, § 1, 8^o, en § 2, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 28 december 1983, op artikel 93, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1986, 25 juni 1973, 5 januari 1976, 3 november 1976, 22 december 1977, 4 augustus 1978, 28 december 1983, 27 december 1984 en bij de koninklijke besluiten nr. 2 van 15 februari 1982 en nr. 29 van 30 maart 1982, en op artikel 184, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1986, 25 juni 1973, 3 november 1976 en 19 juli 1979;

Gelet op de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde takken, inzonderheid op de artikelen 1 en 3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden « met de in artikel 71 vermelde » vervangen door de woorden « met de in de artikelen 71 en 72 vermelde ».

Art. 2. L'article 19 du même Code, modifié par l'article 4 de la loi du 28 décembre 1983, par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1984, par l'article 3 de la loi du 4 août 1986 et, en ce qui concerne le texte néerlandais, par l'article 3 de l'arrêté royal du 12 août 1985, est complété comme suit :

« 10° sans préjudice de l'application des articles 98 et 100, les revenus et produits des capitaux et biens mobiliers visés à l'article 11, ainsi que les lots afférents aux titres d'épargne visés à l'article 67, 5°, qui sont alloués ou attribués à des fonds communs de placement agréés en exécution de l'article 72, § 1er, alinéa 1er, 1°, ou à des titulaires d'un compte épargne individuel visé à l'article 72, § 1er, alinéa 1er, 2°, pour ce qui concerne les avoirs compris dans ce compte, pour autant qu'il soit satisfait aux conditions prévues à l'article 72, § 2 et 3, et que la déduction prévue à l'article 72, § 2, ait été accordée.

Le Roi rend des mesures spéciales en vue de l'application et du contrôle de la présente disposition ».

Art. 3. L'article 32bis du même Code, inséré par l'article 19 de la loi du 5 janvier 1976, modifié par l'article 37 de la même loi et par l'article 3 de la loi du 27 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32bis. Les revenus visés à l'article 20, 5°, sont, quels qu'en soient le débiteur, le bénéficiaire, la qualification et les modalités de détermination et d'octroi :

1° les pensions et les rentes, viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle visée à l'article 20, 1° à 3°, ou qui constituent la réparation totale ou partielle d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou profits;

2° l'épargne constituée au moyen de versements à un compte épargne visé à l'article 72, § 1er, alinéa 1er, 1° et 2°;

3° les pensions, rentes, capitaux et valeurs de rachat d'une assurance-épargne visée à l'article 72, § 1er, alinéa 1er, 3°.

Les revenus visés à l'alinéa 1er, 1°, comprennent notamment les pensions, rentes, capitaux ou valeurs de rachat de contrats d'assurance-vie constitués en tout ou en partie au moyen, soit de cotisations personnelles d'assurance complémentaire contre la vieillesse et le décès prématûr visées à l'article 54, 2° à 4°, soit de cotisations patronales.

Les pensions, rentes, capitaux ou valeurs de rachat visés à l'alinéa 2 sont cependant immunisés :

1° dans l'éventualité et dans la mesure où ils sont constitués suivant la technique de la capitalisation individuelle propre à l'assurance-vie et où ils se rapportent à des cotisations versées avant le 1er janvier 1950;

2° dans l'éventualité où ils résultent de contrats d'assurance-vie que le contribuable ou la personne dont celui-ci est l'ayant droit a conclus individuellement et pour lesquels :

a) soit l'immunité prévue à l'article 54, soit la réduction d'impôt prévue à l'article 87bis n'ont pas été obtenues;

b) l'immunité a été refusée en vertu de l'article 15, alinéa 1er, de la loi du 13 juillet 1959;

c) il a été renoncé à cette immunité conformément à l'article 15, alinéa 2, de la loi précitée ou à l'article 434.

L'épargne, les pensions, rentes, capitaux et valeurs de rachat visés à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont immunisés dans l'éventualité où ils résultent d'un compte épargne, collectif ou individuel, ou d'un contrat d'assurance-épargne visé à l'article 72, § 1er, alinéa 1er, que le contribuable ou la personne dont celui-ci est l'ayant droit a ouvert ou conclu individuellement et pour lesquels l'immunité des versements prévue à l'article 72, § 2, n'est pas obtenue.

Dans le cas visé à l'alinéa 1er, 2°, le montant imposable correspond au montant résultant de la capitalisation au taux de 6,25 p.c. l'an du montant total des sommes nettes qui ont été portées audit compte et pour lequel l'immunité prévue à l'article 72, § 2, a été obtenue, le Roi pouvant adapter ce taux en fonction des modifications apportées au taux technique de 4,75 p.c. prévu à l'article 28, 1°, a, de l'arrêté royal du 5 juillet 1985 relatif à l'activité d'assurance sur la vie ».

Art. 4. A l'article 71 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er, 8°, inséré par l'article 12, 2°, de la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :

« 8° les sommes consacrées à la souscription et à la libération en numéraire d'actions ou parts, représentatives d'une fraction du capital social, émises par une société, une association, un établissement ou un organisme visé aux articles 98, 100 et 102, dans lequel le contribuable est occupé en qualité de travailleur salarié au sens de

Art. 2. Artikel 19 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 28 december 1983, bij artikel 2 van de wet van 27 december 1984, bij artikel 3 van de wet van 4 augustus 1986, en, wat de Nederlandse tekst betreft, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985, wordt aangevuld als volgt :

• 10° onvermindert de toepassing van de artikelen 98 en 100, de inkomsten en opbrengsten van de in artikel 11 bedoelde roerende goederen en kapitalen, alsmede de loten van effecten van leningen die bedoeld in artikel 67, 5°, die worden verleend of toegekend aan in uitvoering van artikel 72, § 1, eerste lid, 1°, erkende gemeenschappelijke beleggingsfondsen, of aan houders van een in artikel 72, § 1, eerste lid, 2°, bedoelde individuele spaarrekening voor wat betreft de in die rekening begrepen activa, voor zover de in artikel 72, § 2 en 3, gestelde voorwaarden zijn vervuld en de in artikel 72, § 2, bedoelde aartrek werd toegestaan.

De Koning neemt bijzondere maatregelen met het oog op de toepassing en de controle van deze bepaling ».

Art. 3. Artikel 32bis van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij artikel 19 van de wet van 5 januari 1976 en gewijzigd bij artikel 37 van dezelfde wet en bij artikel 3 van de wet van 27 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

• Art. 32bis. Tot de in artikel 20, 5°, bedoelde inkomsten behoren, ongeacht de schuldenaar, de verkrijger, de benaming en de wijze waarop ze worden vastgesteld en toegekend :

1° de pensioenen en de lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede de als zodanig geldende toelagen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een in artikel 20, 1° tot 3°, bedoelde beroepswerkzaamheid of die het geheel of gedeeltelijk herstel van een bestendige derving van winsten, bezoldigingen of baten uitmaakt;

2° de spaartegoeden gevormd door middel van stortingen op een in artikel 72, § 1, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde spaarrekening;

3° de pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden van een spaarverzekering als bedoeld in artikel 72, § 1, eerste lid, 3°.

Tot de in het eerste lid, 1°, bedoelde inkomsten behoren inzonderheid de pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden van levensverzekeringscontracten die geheel of gedeeltelijk zijn gevormd, of wel door middel van persoonlijke bijdragen van aanvullende verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood als bedoeld in artikel 54, 2° tot 4°, of wel door middel van werkgeversbijdragen.

De in het tweede lid genoemde pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden zijn evenwel vrijgesteld :

1° indien en voor zover zij volgens de techniek van de aan de levensverzekering eigen individuele kapitalisatie en door vóór 1 januari 1950 gestorte bijdragen zijn gevormd;

2° indien de belastingplichtige of de persoon wiens rechtverkrijgende hij is, het levensverzekeringscontract individueel heeft gesloten en waarvoor :

a) hetzij de in artikel 54 bedoelde vrijstelling, hetzij de in artikel 87bis bedoelde belastingvermindering, niet werden verkregen;

b) de vrijstelling krachtens artikel 15, eerste lid, van de wet van 13 juli 1959 werd geweigerd;

c) aan die vrijstelling overeenkomstig artikel 15, tweede lid, van de voormalde wet of overeenkomstig artikel 434 werd verzaakt.

De in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde spaartegoeden, pensioenen, renten, kapitalen en afkoopwaarden zijn vrijgesteld indien zij voortkomen van een collectieve of individuele spaarrekening of van een spaarverzekeringsscontract als bedoeld in artikel 72, § 1, eerste lid, die de belastingplichtige of de persoon wiens rechtverkrijgende hij is individueel heeft geopend of aangegaan en waarvoor de in artikel 72, § 2, bedoelde vrijstelling van de stortingen niet werd verkregen.

In het in het eerste lid, 2°, bedoelde geval stemt het belastbaar bedrag overeen met het bedrag voortvloeiend uit de kapitalisatie tegen een rentevoet van 6,25 pct. per jaar van het totaal bedrag van de op die rekening ingeschreven nettosommen waarvoor de in artikel 72, § 2, bedoelde vrijstelling werd verkregen, waarbij de Koning die rentevoet kan aanpassen in functie van de wijzigingen van de technische voet van 4,75 pct., bepaald in artikel 28, 1°, a, van het koninklijk besluit van 5 juli 1985 betreffende de levensverzekeringsactiviteit ».

Art. 4. In artikel 71 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 8°, ingevoerd bij artikel 12, 2°, van de wet van 28 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling :

• 8° de bedragen besteed aan de inschrijving op en de volstorting in geld van aandelen die een fractie van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, uitgegeven door een vennootschap, vereniging, inrichting of instelling als bedoeld bij de artikelen 98, 100 en 102, waarin de belastingplichtige werknemer is, in de zin van

l'article 20, 2^e, a, ou dont la société qui occupe le contribuable est considérée de manière irréfragable être une filiale ou une sous-filiale au sens de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

2^e le § 2, alinéa 4, inséré par l'article 12, 3^e, de la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par l'alinéa suivant:

« La déduction visée au § 1er, 8^e, est limitée à 40 000 francs par période imposable. Chaque conjoint qui réunit personnellement les conditions énoncées à ce § 1er, 8^e, peut en bénéficier ».

Art. 5. L'article 72 du même Code, abrogé par l'article 5 de l'arrêté royal n° 29 du 30 mars 1982, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Article 72. § 1er. Pour l'application du présent article, on entend :

1^e par compte-épargne collectif, les parts de fonds communs de placement, agréés par le Ministre des Finances aux conditions fixées par le Roi, acquises par un contribuable visé au § 3, alinéa 1er, 1^e, a, en vue de se constituer une épargne disponible en cas de vie ou de décès; ces parts font l'objet d'inscriptions nominatives auprès d'une des institutions ou entreprises visées à l'alinéa 2;

2^e par compte-épargne individuel, les valeurs mobilières acquises, et accessoirement les sommes conservées en compte, par un contribuable visé au § 3, alinéa 1er, 1^e, a, en vue de se constituer une épargne disponible en cas de vie ou de décès; ces valeurs et ces sommes font l'objet d'inscriptions nominatives auprès d'une des institutions ou entreprises visées à l'alinéa 2;

3^e par assurance-épargne, l'assurance contractée sur sa tête, par un contribuable visé au § 3, alinéa 1er, 1^e, a, en vue de la constitution d'une pension, d'une rente ou d'un capital en cas de vie ou de décès, auprès d'une entreprise d'assurances agréée, pour l'exercice de l'activité « vie », conformément à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances. Cette entreprise ne peut, pour chacun de ces contribuables, conclure qu'un seul contrat d'assurance-épargne et ne peut accepter des versements d'un montant supérieur à celui visé au § 2, alinéa 2.

Sont habilitées à ouvrir des comptes-épargne collectifs ou des comptes-épargne individuels, les institutions ou entreprises ci-après :

1^e les banques belges et étrangères inscrites à la liste des banques dressée en exécution de l'article 2, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935;

2^e les établissements publics belges de crédit visés à l'article 1er, alinéa 2, 1^e, du même arrêté royal n° 185;

3^e les caisses d'épargne privées soumises au contrôle de la Commission bancaire;

4^e les caisses de crédit agréées par l'Institut national de crédit agricole, les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel, les sociétés commerciales locales et les fédérations régionales ou professionnelles de ces sociétés, admises à fournir des crédits à l'outillage artisanal en vertu de la loi du 29 mars 1929;

5^e les entreprises de capitalisation régies par l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, aux conditions qu'il fixe, compléter cette liste en y incorporant les agents de change établis en Belgique.

Les institutions ou entreprises visées à l'alinéa 2 ne peuvent, par personne, ouvrir qu'un seul compte-épargne collectif, ou un seul compte-épargne individuel, et ne peuvent accepter des versements d'un montant supérieur à celui visé au § 2, alinéa 2.

§ 2. Sont déduits de l'ensemble des revenus nets des diverses catégories visées à l'article 6, les montants versés à titre définitif, en Belgique et en dehors de toute obligation légale :

1^e soit à une institution ou une entreprise visée au § 1er, alinéa 2, au titre de la constitution d'un compte-épargne collectif;

2^e soit à une institution ou une entreprise visée au § 1er, alinéa 2, au titre de la constitution d'un compte-épargne individuel;

3^e soit à une entreprise visée au § 1er, alinéa 1er, 3^e, au titre de primes d'une assurance-épargne.

Le montant des versements visés à l'alinéa 1er, est limitée à 40 000 francs par période imposable. La déduction est accordée pour chaque conjoint, que celui-ci bénéficie ou non de revenus imposables, pour autant qu'il soit personnellement titulaire d'un compte-épargne ou d'une assurance-épargne.

artikel 20, 2^e, a, of waarvan de vennootschap die de belastingplichtige tewerkstelt onweerlegbaar geacht wordt een dochter- of kleindochteronderneming te zijn in de zin van de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen »;

2^e § 2, vierde lid, ingevoegd bij artikel 12, 3^e, van de wet van 28 december 1983, wordt vervangen door het volgende lid :

« De in § 1, 8^e, bedoelde aftrek is beperkt tot 40 000 frank per belastbaar tijdperk. Iedere echtgenoot die de in die § 1, 8^e, gestelde voorwaarden persoonlijk vervult, komt ervoor in aanmerking ».

Art. 5. Artikel 72 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 72. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1^e collectieve spaarrekening, de delen van door de Minister van Financiën onder de door de Koning bepaalde voorwaarden erkende gemeenschappelijke beleggingsfonden, aangeschaft door een in § 3, eerste lid, 1^e, a, bedoelde belastingplichtige, met het oog op het vormen van een spaartegoed dat beschikbaar wordt in geval van leven of van overlijden; die delen worden op naam ingeschreven bij een van de in het tweede lid bedoelde instellingen of ondernemingen;

2^e individuele spaarrekening, de door een in § 3, eerste lid, 1^e, a, bedoelde belastingplichtige aangeschafte roerende waarden en, bijkomend, de op rekening gehouden bedragen, met het oog op het vormen van een spaartegoed dat beschikbaar wordt in geval van leven of van overlijden; die waarden en die bedragen worden op naam ingeschreven bij een van de in het tweede lid bedoelde instellingen of ondernemingen;

3^e spaarverzekerings, de verzekering op zijn hoofd aangegaan door een in § 3, eerste lid, 1^e, a, bedoelde belastingplichtige met het oog op het vestigen van een pensioen, van een rente of van een kapitaal in geval van leven of van overlijden, bij een verzekeringsonderneming die toegelaten is voor de uitoefening van de activiteit « leven » overeenkomstig de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. Die onderneming mag, voor ieder van die belastingplichtigen, slechts één enkel spaarverzekeringscontract afsluiten en geen stortingen in ontvangst nemen die meer bedragen dan die bepaald in § 2, tweede lid.

De hieraansluitende instellingen of ondernemingen zijn gerechtigd collectieve spaarrekeningen of individuele spaarrekeningen te openen :

1^e de Belgische en buitenlandse banken die ingeschreven zijn op de lijst der banken, opgesteld in uitvoering van artikel 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935;

2^e de Belgische openbare kredietinstellingen als bedoeld in artikel 1, tweede lid, 1^e, van hetzelfde koninklijk besluit nr. 185;

3^e de privé-spaarkassen die aan de controle van de Bankcommissie zijn onderworpen;

4^e de kredietkassen erkend door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, de kredietverenigingen erkend door de Nationale Kas voor beroepskrediet, de plattelijke handelsvennootschappen en de gewestelijke of beroepsfederaties van deze vennootschappen, die machtig bezitten om krachtens de wet van 28 maart 1929 kredieten voor ambachtelijke ontstalling te verlenen;

5^e de kapitalisatieondernemingen die onder het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 vallen.

Onder de voorwaarden die Hij vaststelt kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, die lijst uitbreiden door er de in België gevestigde wisselagenten in op te nemen.

De in het tweede lid bedoelde instellingen of ondernemingen mogen, per persoon, slechts één enkele collectieve spaarrekening of één enkele individuele spaarrekening openen en geen stortingen in ontvangst nemen die meer bedragen dan die bepaald in § 2, tweede lid.

§ 2. Van de gezamenlijke netto-inkomsten van de verschillende in artikel 6 bedoelde categorieën worden afgetrokken, de bedragen die definitief, buiten elke wettelijke verplichting om, in België worden gestort :

1^e of wel aan een in § 1, tweede lid, bedoelde instelling of onderneming, voor de vestiging van een collectieve spaarrekening;

2^e of wel aan een in § 1, tweede lid, bedoelde instelling of onderneming, voor de vestiging van een individuele spaarrekening;

3^e of wel aan een in § 1, eerste lid, 3^e, bedoelde onderneming, als premies van een spaarverzekerings.

Het bedrag van de in het eerste lid bedoelde stortingen is beperkt tot 40 000 frank per belastbaar tijdperk. De aftrek wordt toegestaan voor iedere echtgenoot, ongeacht of hij al dan niet belastbare inkomsten heeft, voor zover hij persoonlijk houder is van een spaarrekening of een spaarverzekerings.

Les versements visés à l'alinéa 1er ne peuvent, au cours d'une même période imposable, être effectués que pour un seul compte épargne collectif ou un seul compte épargne individuel ou une seule assurance épargne et auprès d'une seule institution ou entreprise visée au § 1er, alinéa 1er, 3^e, ou alinéa 2, selon le cas.

§ 3. La déduction des versements visés au § 2 n'est accordée qu'à condition que :

- 1^e le compte épargne collectif ou le compte épargne individuel soit ouvert, ou que l'assurance épargne soit souscrite :
- a) par une personne assujettie à l'impôt des personnes physiques, à partir de l'âge de 18 ans et avant l'âge de 65 ans;
- b) pour une durée minimum de dix ans;

2^e les avantages résultant du compte épargne collectif, du compte épargne individuel ou de l'assurance épargne soient stipulés au moment de la souscription du contrat :

- a) en cas de vie, au profit du contribuable lui-même;
- b) en cas de décès, au profit du conjoint ou des parents jusqu'au deuxième degré du contribuable.

La déduction visée au § 2 n'est plus accordée à partir de la période imposable au cours de laquelle :

— il est procédé à la liquidation de l'épargne, des capitaux ou valeurs de rachat donnant lieu à l'imposition distincte prévue à l'article 93, § 1er, 2^e, i, sauf si cette liquidation résulte du décès du contribuable;

— la personne visée à l'alinéa 1er, 1^e, a, a atteint l'âge de 65 ans.

Les institutions et entreprises visées au § 1er sont tenues d'informer le Ministre des Finances ou son délégué :

- a) de l'ouverture d'un compte épargne ou de la souscription d'une assurance épargne;
- b) du montant annuel des versements effectués par leur titulaire.

§ 4. La société de gestion d'un fonds commun de placement visé au § 1er, alinéa 1er, 1^e, est tenue d'affecter exclusivement les actifs de ce fonds et les revenus de ces actifs, sous déduction des charges, de la manière suivante :

1^e à concurrence de 30 p.c. au moins, en actions ou parts représentatives d'une fraction du capital social de sociétés de droit belge;

2^e en obligations libellées en francs belges, émises ou garanties inconditionnellement, en principal et en intérêts, par l'Etat, les communautés, les régions, les provinces, les agglomérations de communes, les communes et autres organismes ou établissements publics;

3^e en obligations ou bons de caisse, libellés en francs belges d'une durée supérieure à un an, émis par des sociétés belges de droit public ou privé ou en dépôts d'argent effectués en francs belges pour une durée supérieure à un an;

4^e en certificats immobiliers ou en prêts hypothécaires relatifs à des immeubles sis en Belgique;

5^e à concurrence de 10 p.c. au plus, en valeurs mobilières étrangères cotées à une bourse belge ou en parts de fonds communs de placement belges agréés par la Commission bancaire;

6^e à concurrence de 10 p.c. au plus, en avoirs en compte en francs belges auprès d'une des institutions ou entreprises visées au § 1er, alinéa 2.

Les pourcentages prévus à l'alinéa 1er se calculent aux dates d'acquisition des titres en cause.

§ 5. Lors de l'ouverture d'un compte épargne individuel, le titulaire de ce compte est tenu de remettre à l'institution ou entreprise, auprès de laquelle ce compte est ouvert, l'engagement écrit d'affecter, de la manière et dans les proportions prévues au § 4, les sommes qui seront portées à son compte, ainsi que les remboursements et les produits des ventes de valeurs mobilières. Cette affectation doit s'effectuer dans les deux mois qui suivent le versement ou la mise à disposition des sommes.

Le respect de cet engagement se constate sur base de la production, au plus tard le jour du versement, d'une instruction écrite d'affectation à l'institution ou entreprise à laquelle le versement a été effectué.

Toutefois, le titulaire d'un compte épargne individuel peut donner mandat à l'institution ou entreprise, auprès de laquelle ce compte est ouvert, d'affecter les sommes portées à son compte de la manière et dans les proportions prévues au § 4.

De in het eerste lid bedoelde stortingen mogen, tijdens een zelfde belastbaar tijdperk, slechts worden verricht voor één enkele collectieve spaarrekening of één enkele individuele spaarrekening of één enkele spaarverzekering en bij één enkele in § 1, eerste lid, 3^e, of tweede lid, bedoelde instelling of onderneming, naargelang het geval.

§ 3. De aftrek van de in § 2 bedoelde stortingen wordt slechts toegestaan op voorwaarde dat:

1^e de collectieve spaarrekening of de individuele spaarrekening is geopend of de spaarverzekering is aangegaan :

- a) door een aan de personenbelasting onderworpen persoon vanaf de leeftijd van 18 jaar en vóór de leeftijd van 65 jaar;
- b) voor een minimumlooptijd van tien jaar;

2^e de voordelen van de collectieve spaarrekening, van de individuele spaarrekening of van de spaarverzekering bedongen zijn bij het aangaan van het contract :

- a) in geval van leven, ten bate van de belastingplichtige zelf;
- b) in geval van overlijden, ten bate van de echtgenoot of van de bloedverwanten tot de tweede graad van de belastingplichtige.

De in § 2 bedoelde aftrek wordt niet meer verleend met ingang van het belastbaar tijdperk waarin :

— de uitkering van de spaartegoeden, kapitalen of afkoopwaarden die aanleiding heeft gegeven tot de afzonderlijke belasting als bepaald in artikel 93, § 1, 2^e, i, heeft plaatsgehad, behoudens indien die uitkering het gevolg is van het overlijden van de belastingplichtige;

— de in het eerst lid, 1^e, a, bedoelde persoon de leeftijd van 85 jaar bereikt heeft.

De in § 1 bedoelde instellingen en ondernemingen zijn ertoe gehouden de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde in kennis te stellen :

a) van de opening van een spaarrekening of van het aangaan van een spaarverzekering;

b) van het jaarbedrag van de stortingen die de houder ervan heeft gedaan.

§ 4. De beheermaatschappij van een in § 1, eerste lid, 1^e, bedoeld gemeenschappelijk beleggingsfonds moet de activa van dat fonds en de inkomsten van die activa, na aftrek van de lasten, uitsluitend op de volgende wijze beleggen :

1^e voor ten minste 30 p.c. in aandelen die een fractie van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen van vennootschappen naar Belgisch recht;

2^e in obligaties, luidend in Belgische frank, uitgegeven of onvoorwaardelijk gewaarborgd, in hoofdsom en in interessen, door de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties van gemeenten, de gemeenten en andere openbare instellingen of instellingen;

3^e in obligaties of kasbons, luidend in Belgische frank, met een looptijd van meer dan één jaar, uitgegeven door Belgische publiek- of privaatrechtelijke vennootschappen of in gelddeposito's in Belgische frank met een looptijd van meer dan één jaar;

4^e in vastgoedcertificaten of in hypothecaire leningen met betrekking tot in België gelegen roerende goederen;

5^e voor ten hoogste 10 p.c. in buitenlandse, op een Belgische beurs genoteerde roerende waarden of in delen van Belgische gemeenschappelijke beleggingsfondsen die erkend zijn door de Bankcommissie;

6^e voor ten hoogste 10 p.c. in tegoeden op rekening in Belgische frank bij één van de in § 1, tweede lid, bedoelde instellingen of ondernemingen.

De in het eerste lid bepaalde percentages worden berekend op de data waarop de bedoelde effecten worden aangeschaft.

§ 5. Bij de opening van een individuele spaarrekening moet de houder ervan aan de instelling of onderneming waarbij zij wordt geopend, de schriftelijke verhouding overleggen om de op zijn rekening geboekte sommen, alsmede de terugbetalingen en de opbrengsten van de verkoop van roerende waarden, te beleggen op de wijze en in de verhoudingen als omschreven in § 4. Die belegging moet geschieden binnen de twee maanden die volgen op de storting of de terbeschikkingstelling van de bedragen.

Het naleven van die verhouding moet, ten laatste op de dag van de storting, blijken uit de overlegging van een schriftelijke beleggingsopdracht aan de instelling of onderneming waaraan de storting is verricht.

De houder van een individuele spaarrekening mag evenwel aan de instelling of onderneming, waarbij die rekening is geopend, volmacht geven om de op zijn rekening geboekte sommen te beleggen op de wijze en wijsgrens de verhoudingen als omschreven in § 4.

A défaut de production de l'instruction écrite prévue à l'alinéa 2, ou si l'affectation mentionnée dans l'instruction produite ne correspond pas à celle fixée au § 4, ou encore, si le mandat prévu à l'alinéa précédent n'a pas été donné, le versement effectué ne peut être porté au compte épargne individuel.

Les revenus du compte épargne individuel doivent, sous déduction des charges, être intégralement investis dans les valeurs et compte prévus au § 4, alinéa 1er, à l'exclusion de celles visées au 5^e du même alinéa.

Le Roi détermine les modalités du contrôle de l'application du présent paragraphe.

§ 6. Les valeurs représentatives des réserves techniques relatives à l'activité de l'assurance épargne doivent appartenir aux catégories de placements visées au § 4 et correspondre aux proportions y mentionnées.

§ 7. La déduction des montants versés, prévue au § 2, est opérée sur les revenus de la période imposable au cours de laquelle ont eu lieu les versements.

Cette déduction est subordonnée à la condition que le contribuable produise, à l'appui de sa déclaration de la période imposable pour laquelle la déduction est opérée, une attestation du modèle arrêté par le Ministre des Finances ou son délégué.

§ 8. Le Roi détermine les modalités suivant lesquelles la déduction prévue au § 2 s'opère sur les différentes catégories de revenus visés à l'article 6.

§ 9. Le transfert de la valeur des parts de fonds communs de placement relevant du compte épargne collectif ou de la valeur des avoirs compris dans le compte épargne individuel à une assurance épargne, ainsi que le transfert du capital ou de la valeur de rachat d'une assurance épargne à un compte épargne collectif ou individuel, ainsi que tout transfert partiel quelconque, donnent lieu à taxation, conformément à l'article 32bis.

§ 10. La déduction prévue au § 2, ne peut être cumulée avec celle qui est prévue à l'article 71, § 1er, 8^e.

Art. 6. A l'article 93 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1^e le § 1er, 2^e, modifié par l'article 14 de la loi du 3 novembre 1976, par l'article 8 de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 3 de l'arrêté royal no 2 du 15 février 1982, par l'article 8 de l'arrêté royal no 29 du 30 mars 1982, par l'article 16 de la loi du 28 décembre 1983 et par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1984, est complété comme suit :

« i) l'épargne, les capitaux et les valeurs de rachat visés à l'article 32bis, alinéa 1er, 2^e et 3^e, lorsqu'ils sont liquidés au bénéficiaire, au plus tôt, soit à l'âge de 65 ans, soit à l'occasion de sa mise à la retraite à la date normale ou au cours d'une des cinq années qui précèdent cette date, soit à l'occasion de sa mise à la préparation, soit à l'occasion du décès de la personne dont il est l'ayant cause »;

2^e dans le § 2, alinéa 1er, modifié par l'article 17 de la loi du 27 décembre 1984, les mots « des articles 54 à 63 et 71 » sont remplacés par les mots « des articles 54 à 63, 71 et 72 »;

3^e il est inséré un § 4 rédigé comme suit :

* 4. L'application du § 1er, 2^e, i, est, sauf en cas de décès, subordonnée aux conditions suivantes :

1^e que la durée minimum de 10 ans prévue à l'article 72, § 3, alinéa 1er, 1^e, b, soit venue à expiration;

2^e que le contribuable ait effectué des versements sur un compte épargne collectif, ou sur un compte épargne individuel, ou au titre de prime d'assurance épargne, pendant au moins cinq périodes imposables;

3^e que chaque versement demeure investi pendant au moins cinq ans.

Dans les cas où le bénéficiaire visé au § 1er, 2^e, i, a transféré son domicile fiscal à l'étranger, l'épargne, les capitaux et les valeurs de rachat sont censés avoir été liquidés le dernier jour de l'exercice de son activité professionnelle en Belgique ».

Art. 7. L'article 164, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 60 de la loi du 25 juin 1973, par l'article 26 de la loi du 3 novembre 1976 et par l'article 24 de la loi du 19 juillet 1979, est complété comme suit :

« e) de contribuables qui ont ouvert des comptes épargne collectifs ou individuels ne satisfaisant pas aux conditions fixées à l'article 72, § 2 et 3, et dans lesquels sont capitalisés les revenus visés aux articles 11 et 67, 5^e, ayant donné lieu abusivement à l'application de l'article 19, 10^e; le Roi règle l'exécution de la présente disposition et détermine les renseignements que les institutions et entreprises visées à l'article 72, § 1er, alinéa 2, sont tenues de fournir à cet effet ».

Wanneer de in het tweede lid bedoelde geschreven opdracht niet wordt overgelegd, of wanneer de in die opdracht vermelde belegging niet overeenstemt met die bepaald in § 4, of nog, wanneer geen in het vorige lid bedoelde volmacht is gegeven, mag de verrichte storting niet op de individuele spaarrekening worden geboekt.

De inkomsten uit de individuele spaarrekening moeten, na aftrek van de lasten, volledig worden belegd in de waarden en de rekening als omschreven in § 4, eerste lid, met uitsluiting van die bedoeld in § 5^e van hetzelfde lid.

De Koning bepaalt de wijze waarop de toepassing van deze paraagraaf wordt nagegaan.

§ 6. De dekkingswaarden van de technische reserves betreffende de activiteiten van de spaarverzekering moeten tot de in § 4 bedoelde beleggingscategorieën behoren en overeenstemmen met de erin vermelde verhoudingen.

§ 7. De in § 2 bedoelde aftrek van de gestorte bedragen wordt verricht op de inkomsten van het belastbaar tijdperk waarin de stortingen hebben plaatsgehad.

Die aftrek wordt slechts verleend indien de belastingplichtige, tot staving van zijn aangifte van het belastbaar tijdperk waarvoor de aftrek is verricht, een attest voorlegt waarvan de Minister van Financiën of zijn gedelegeerde het model vastlegt.

§ 8. De Koning bepaalt de wijze waarop de in § 2 gestelde aftrek wordt verricht op de verschillende in artikel 6 bedoelde inkomstencategorieën.

§ 9. De overdracht van de waarde van de delen van de gemeenschappelijke beleggingsfondsen opgenomen in een collectieve spaarrekening of de waarde van de activa begrepen in een individuele spaarrekening naar een spaarverzekering, alsmede de overdracht van het kapitaal of de afkoopwaarde van een spaarverzekering naar een collectieve of individuele spaarrekening, alsook enigerlei gedeeltelijke overdracht, geven aanleiding tot het heffen van belasting overeenkomstig artikel 32bis.

§ 10. De aftrek bedoeld in § 2 kan niet worden samengevoegd met die bedoeld in artikel 71, § 1, 8^e.

Art. 6. In artikel 93 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e § 1, 2^e, gewijzigd bij artikel 14 van de wet van 3 november 1976, bij artikel 8 van de wet van 22 december 1977, bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 2 van 15 februari 1982, bij artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982, bij artikel 16 van de wet van 28 december 1983 en bij artikel 17 van de wet van 27 december 1984, wordt aangevuld als volgt :

« i) die in artikel 32bis, eerste lid, 2^e en 3^e, bedoelde spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden, wanneer zij aan de rechtshoudende worden uitgekeerd ten vroegste, hetzij op de leeftijd van 65 jaar, hetzij ter gelegenheid van zijn pensionering op de normale datum of in één der vijf jaren die aan die datum voorafgaan, hetzij ter gelegenheid van zijn brugpensionering, hetzij ter gelegenheid van het overlijden van de persoon van wie hij de rechtverkrijgende is »;

2^e in § 2, eerste lid, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 27 december 1984, worden de woorden « de artikelen 54 tot 63 en 71 », vervangen door de woorden « de artikelen 54 tot 63, 71 en 72 »;

3^e er wordt een § 4 ingevoegd luidend als volgt :

« § 4. De toepassing van § 1, 2^e, i, is, behoudens in geval van overlijden, afhankelijk van de volgende voorwaarden :

1^e dat de in artikel 72, § 3, eerste lid, 1^e, b, bepaalde minimumloop-tijd van tien jaar verstrekken;

2^e dat de belastingplichtige gedurende ten minste vijf belastbare tijdperken stortingen heeft verricht op een collectieve spaarrekening of op een individuele spaarrekening of als premie van een spaarverzekering;

3^e dat elke storting gedurende ten minste vijf jaar belegd blijft.

In de gevallen dat de in § 1, 2^e, i, bedoelde rechtshoudende zijn fiscale woonplaats naar het buitenland heeft overgebracht, worden de spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden geacht te zijn uitgekeerd op de laatste dag van het uitoefenen van zijn beroepswerkzaamheid in België ».

Art. 7. Artikel 164, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 25 juni 1973, bij artikel 26 van de wet van 3 november 1976 en bij artikel 24 van de wet van 19 juli 1979, wordt aangevuld als volgt :

« e) belastingplichtigen die collectieve of individuele spaarrekeningen hebben geopend welke niet voldoen aan de in artikel 72, § 2 en 3, bepaalde voorwaarden, en waarop de in de artikelen 11 en 67, 5^e, bedoelde inkomsten worden gekapitaliseerd die ten onrechte aanleiding hebben gegeven tot de toepassing van artikel 19, 10^e; de Koning regelt de uitvoering van deze bepaling en bepaalt de gegevens die de in artikel 72, § 1, tweede lid, bedoelde instellingen daartoe moeten verstrekken ».

Art. 8. Dans la loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'article 1er, les mots « de valeurs mobilières gérées ou administrées » sont remplacés par les mots « de valeurs mobilières et d'avoirs en compte à vue ou à court terme gérés ou administrés » et les mots « ou par des titres qui font ou ont fait l'objet d'une émission publique » sont remplacés par les mots « ou lorsque la souscription des parts de copropriété est ou a été offerte au public »;

2^o dans l'article 3, § 2, les mots « et l'émission publique des titres représentatifs des droits des propriétaires indivis » sont remplacés par les mots « ainsi que la souscription et le remboursement des parts de ceux-ci ».

Art. 9. § 1er. Le présent arrêté est applicable :

1^o en ce qui concerne les articles 1er, 3, 5 et 7, à partir de l'exercice d'imposition 1987;

2^o en ce qui concerne l'article 2, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*;

3^o en ce qui concerne l'article 4, à partir de l'exercice d'imposition 1988;

4^o en ce qui concerne l'article 6, à l'épargne, aux capitaux et valeurs de rachat prélevés ou liquidés à partir du jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation à l'article 71, § 2, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus, inséré par l'article 4 du présent arrêté, le montant de 40 000 francs est toutefois réduit à 20 000 francs.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, majorer ce morant de 20 000 francs.

§ 3. Par dérogation à l'article 72, § 1er, alinéa 1er, 3^o, et alinéa 4, et § 2, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 5 du présent arrêté, le montant de 40 000 francs est réduit à 20 000 francs.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, majorer le morant de 20 000 francs. Cette majoration n'est pas applicable aux personnes qui, soit déduisent du total de leurs revenus imposables des cotisations visées à l'article 54, 2^o, a, du même Code, ou en faveur desquelles sont versées des cotisations visées à l'article 45, 3^o, b, du même Code, ou sont prévus des avantages visés à l'article 45, 6^o, du même Code, soit, compte tenu de leur activité principale, peuvent prétendre pour l'avenir à une pension ou à une pension complémentaire à charge de l'Etat, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations et fédérations de communes, des communes ainsi que des associations, établissements ou organismes de droit public.

Il peut également, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, dresser la liste des entités visées à l'alinéa 2.

§ 4. Par dérogation à l'article 72, § 3, du même Code, inséré par l'article 5 du présent arrêté, la durée minimum visée au même § 3, alinéa 1er, 1^o, b, est réduite à cinq ans pour les personnes qui ont atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 1986.

Par dérogation à l'article 93, § 4, du même Code, inséré par l'article 6 du présent arrêté, l'application du § 1er, 2^o, i, dudit article 93, est, dans ce cas, subordonnée à la condition que la durée minimum de cinq ans soit venue à expiration.

§ 5. Par dérogation à l'article 72, § 7, du même Code, inséré par l'article 5 du présent arrêté, les versements visés au § 2 dudit article 72 et limités conformément au § 3 du présent article, qui ont été effectués avant le 14 février 1987, sont censés avoir été faits pendant l'année 1986.

Art. 10. Notre Ministre du Budget et Notre Ministre des Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Art. 8. In de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen en tot wijziging van het Wetboek der zegelrechten en het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde takken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 1 worden de woorden « roerende waarden beheerd of geadministreerd » vervangen door de woorden « roerende waarden en tegoeden op rekening die onmiddellijk of op korte termijn kunnen worden opgevraagd, beheerd of geadministreerd », en worden de woorden « of door effecten die publiek geëmitteerd werden of worden » vervangen door de woorden « of wanneer de inschrijving op de fechten van deelneming aan het publiek wordt of werd aangeboden »;

2^o in artikel 3, § 2, worden de woorden « en de openbare emissie van de effecten ter vertegenwoordiging van de rechten van de eigenaren in het onverdeelde » vervangen door de woorden « alsmede de inschrijving op en de terugbetaling van de delen van die beleggingsfondsen ».

Art. 9. § 1. Dit besluit is van toepassing :

1^o met betrekking tot de artikelen 1, 3, 5 en 7, met ingang van het aanslagjaar 1987;

2^o met betrekking tot artikel 2, op de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld niet ingang van de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt;

3^o met betrekking tot artikel 4, met ingang van het aanslagjaar 1988;

4^o met betrekking tot artikel 6, op de spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden die zijn opgenomen of vereffend met ingang van de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

§ 2. In afwijking van artikel 71, § 2, vierde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingevoegd bij artikel 4 van dit besluit, wordt het bedrag van 40 000 frank evenwel beperkt tot 20 000 frank.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, dat bedrag van 20 000 frank verhogen.

§ 3. In afwijking van artikel 72, § 1, eerste lid, 3^o, en vierde lid, en § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 5 van dit besluit, wordt het bedrag van 40 000 frank beperkt tot 20 000 frank.

Bij in Ministerraad overlegd besluit, kan de Koning het bedrag van 20 000 frank verhogen. Die verhoging is niet van toepassing voor de personen die of wel in artikel 54, 2^o, a, van hetzelfde Wetboek, bedoelde bijdragen van hun totale bedrijfsinkomen af trekken of ten gunste van wie in artikel 45, 3^o, b, van hetzelfde Wetboek, bedoelde bijdragen worden gestort of in artikel 45, 6^o, van hetzelfde Wetboek, bedoelde voordelen worden voorzien of wel, gelet op hun uitgeoeind hoofdberoep, in de toekomst aanspraak kunnen maken op een pensioen of een aanvullend pensioen ten laste van de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties en federaties van gemeenten, de gemeenten, alsmede de vennootschappen, verenigingen, instellingen of organismen naar publiek recht.

Hij kan tevens, bij in Ministerraad overlegd besluit, de lijst opstellen van de in het tweede lid bedoelde lichamen.

§ 4. In afwijking van artikel 72, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 5 van dit besluit, wordt de in diezelfde § 3, eerste lid, 1^o, b, bedoelde minimumlooptijd vermindert tot vijf jaar voor de personen die op 31 december 1986 de leeftijd van 55 jaar hebben bereikt.

In afwijking van artikel 93, § 4, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 6 van dit besluit is, in dit geval, de toepassing van § 1, 2^o, i, van dat artikel 93 afhankelijk van de voorwaarde dat de minimumlooptijd van vijf jaar is verstrekken.

§ 5. In afwijking van artikel 72, § 7, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 5 van dit besluit, worden de vóór 14 februari 1987 verrichte, in § 2, van hetzelfde artikel 72 bedoelde en overeenkomstig § 3 van dit artikel beperkte stortingen geacht te zijn gedaan tijdens het jaar 1986.

Art. 10. Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS